

Emily von Sydow

# La société civile et la démocratie

## L'accès direct du citoyen à l'UE



*Comité économique et social européen*

# Table des matières

Avant-propos	1
<b>I. Votre voix en Europe</b>	<b>3</b>
Qu'est-ce que l'Union européenne? Une brève description des institutions	5
Comment utiliser le traité de Lisbonne	8
Bienvenue à bord: participer à la société	10
ICE: garantir la réussite - éviter la déception	12
Entretien avec Staffan Nilsson, président du Comité économique et social européen	15
<b>II. Exemples de voix qui se font entendre aux quatre coins de l'Union européenne</b>	<b>19</b>
L'eau est un droit de l'homme	21
Des chiens guides pour l'Europe	24
Innovation Express – stimuler les jeunes entrepreneurs finlandais	27
Les jeunes ambassadeurs européens antidopage	30
Rentabilité et intégration sociale - l'exemple suédois	32
Permettre à l'Union européenne de jouer un rôle dans la construction de la paix	35
Tirer les leçons de l'expérience	37
<b>III. Être un citoyen actif</b>	<b>39</b>
<b>Votre boîte à outils</b>	<b>43</b>
<b>Informations complémentaires</b>	<b>48</b>

## Emily von Sydow

Emily von Sydow est journaliste, en poste à Bruxelles, spécialisée dans les affaires européennes depuis 1989. Elle est correspondante pour divers quotidiens et hebdomadaires nordiques et a régulièrement contribué à l'ancien magazine belge de langue anglaise, The Bulletin. M<sup>me</sup> von Sydow donne un cours de master sur le journalisme européen et a écrit plusieurs livres sur l'UE, notamment un ouvrage actualisé chaque année, publié par le bureau du Parlement européen à Stockholm. Elle a obtenu un diplôme de russe et d'histoire des idées à l'université de Stockholm.



© Erlend Jacobsen

Elle a publié notamment les ouvrages suivants (en suédois):

*När Luther kom till Bryssel, Arena, 1999*

*Från ordförandeskap till utanförskap, SNS, 2004*

*Den svenska modellen, Ekerlids, 2009*

[www.emilyvonsydow.eu](http://www.emilyvonsydow.eu)

*Cher lecteur,*

*Lors de la Journée de la société civile qui s'est déroulée le 8 mai 2012, le CESE a organisé une conférence à Bruxelles sur le thème des réflexions de la société civile sur la démocratie en Europe. Les débats riches et animés ont souligné l'importance que les organisations de la société civile attachent à leur rôle d'assise de la vie démocratique de l'Union. La conférence n'a certes pas consisté à rassembler les "usual suspects", et donc, comme nous avons été particulièrement frappés par la contribution des participants "de l'extérieur" à la conférence, nous avons décidé de revenir sur le débat en invitant une journaliste, Emily von Sydow, afin de poursuivre la discussion sur la manière dont les organisations de la société civile estiment pouvoir renforcer la vie démocratique de l'Union européenne et y contribuer. Emily von Sydow a été expressément invitée pour éviter une approche institutionnelle. Par conséquent, les opinions exprimées ci-après sont celles de l'auteure et, en tant que telles, elles offrent un point de vue extérieur sur l'un des débats fondamentaux de l'Union.*

*L'auteure conclut que la société civile a un rôle important à jouer dans la construction d'une Union européenne démocratique: une société civile saine peut relier les citoyens à ce que l'on considère fréquemment comme des autorités distantes et anonymes, quel que soit le niveau de gouvernance. L'auteure conclut également qu'une société civile saine et active n'est pas uniquement un complément nécessaire de la représentation politique au niveau régional, national et européen, mais aussi que des actions communes au sein de la société civile peuvent permettre de créer une identité européenne commune parmi les citoyens de tous les États membres.*

*Ce livre n'est ni le premier, ni le dernier mot sur le rôle d'une société civile organisée dans la vie démocratique de l'Union européenne. Il présente cependant plusieurs illustrations passionnantes sur la manière dont les organisations de la société civile mettent de larges canaux d'expression à la disposition du citoyen européen.*

*Mais surtout, ce livre n'a pas été rédigé à l'intention de l'initié expérimenté qui est déjà familier des arcanes de "Bruxelles" et des institutions européennes. Il est écrit précisément par et pour ceux qui ne passent pas la majeure partie de leur temps à "Bruxelles". Et, dès lors, il offre un regard par l'autre bout de la lorgnette.*

Staffan Nilsson, président du Comité économique et social européen



An aerial photograph of a busy European city square. The square is paved with a checkered pattern and is filled with a large crowd of people walking. In the background, there are several multi-story historic buildings with arched windows and doorways. One building has a sign that says "cafe". The overall scene is vibrant and captures the essence of a bustling urban environment in Europe.

# I. Votre voix en Europe

Ce livre affirme que la société civile, par quoi nous entendons les associations, les groupes d'intérêts, les organisations patronales et les syndicats, est un pilier essentiel de la démocratie. Au cours des réunions avec les représentants de la société civile organisée, l'auteure a rassemblé une série de cas qui illustrent la manière dont celle-ci se fait entendre dans l'Union européenne.

Étayé par ces exemples et d'autres entretiens, ce livre propose des astuces concrètes pour que les autorités européennes et la société civile puissent s'apporter mutuellement tout ce qu'elles ont de meilleur, en créant un sentiment plus fort d'identité européenne pour les citoyens et en conférant une plus grande légitimité aux institutions, alors que leur prise de décision s'articule de plus en plus autour des véritables préoccupations quotidiennes des citoyens.

La société civile se bat sur de nombreux fronts. À côté de la société civile organisée traditionnelle, qui se compose notamment des organisations patronales et des syndicats, d'autres se constituent. Les jeunes ambassadeurs antidopage sont actifs dans le sport européen et s'efforcent de le libérer des substances illégales en renforçant la confiance en soi des jeunes athlètes. Mais ils ont épuisé les fonds qui leur sont alloués, à l'instar de la fédération des chiens guides d'aveugle, qui lutte pour satisfaire aux exigences d'une norme élevée et unifiée concernant les chiens guides pour les malvoyants européens. Le syndicat de la fonction publique en Europe s'inquiète de la tendance à la privatisation de tous les services publics et a lancé une initiative citoyenne européenne (ICE) appelée "L'eau, un droit humain", qui demande aux institutions de l'Union européenne d'inverser cette tendance.

Le rôle de la société civile dans la construction de l'Europe a obtenu une plus grande reconnaissance grâce au traité de Lisbonne de l'Union européenne. Le traité s'est inspiré de la nécessité profondément ressentie d'une voix et d'une influence plus fortes pour les citoyens.

L'Europe et ses institutions étaient considérées par beaucoup comme inaccessibles, détachées des femmes et des hommes qu'elles représentaient, malgré le nombre croissant de décisions prises qui influencent la vie quotidienne des Européens. Pour aller de l'avant, l'Union européenne avait besoin d'une participation plus claire et d'un soutien plus affirmé de la part de ses citoyens.

Le traité a donc instauré plusieurs outils de concertation et de dialogue avec les Européens, afin de remédier à cette distance et cette aliénation.

Le rôle du Comité économique et social européen, organe consultatif qui représente la société civile organisée et joue un rôle de passerelle ou même d'intermédiaire entre les citoyens, leurs organisations et les groupes d'intérêts et les institutions européennes, s'en trouve renforcé. Les compétences des associations et des acteurs économiques peuvent être prises en considération et donc renforcer la démocratie dans l'Union européenne. Mais ce n'est pas tout: la société civile a pour rôle de favoriser un sentiment de partage, par lequel pourrait passer la création d'une identité européenne difficile à cerner, par l'intermédiaire d'un engagement collectif.

C'est là une base à partir de laquelle les citoyens actifs peuvent se faire entendre, et leurs compétences et expériences peuvent être respectées, qu'il s'agisse de jeunes entrepreneurs des technologies de l'information, d'agriculteurs, d'organisateurs de festivals de musique ou d'enseignants.

Certains membres de la société civile organisée ont associé leurs forces, pour des raisons pratiques et économiques, en se dotant d'un représentant à Bruxelles. C'est le cas de l'EPLD, le Bureau européen de liaison pour la construction de la paix, qui représente plus de 30 organisations membres. Celles-ci pensent que des affiliations supplémentaires augmenteraient leur légitimité. Mais il semble que certaines organisations, qui se sont unies en faveur d'une grande variété de thèmes, comme la jeunesse, l'âge ou le handicap, doivent faire des compromis qui rendent parfois opaque ce que les organisations défendent réellement.

Les dispositions du traité sur le dialogue de la société civile permettent de garantir que les opinions des citoyens et leur profond savoir seront mis à la disposition des institutions européennes. Il en va de l'intérêt tant des citoyens que des autorités de l'Union, car ce dialogue accroît la légitimité de leurs décisions.

## Qu'est-ce que l'Union européenne? Une brève description des institutions

L'Union européenne est une coopération volontaire entre des pays européens qui ont décidé d'abandonner une partie de leur souveraineté en faveur d'une mise en commun de la prise de décision. L'objectif est de faire de l'Europe un lieu de vie plus agréable pour ses 500 millions de citoyens, en consolidant l'économie au sein du marché unique, en renforçant les droits de l'homme, en protégeant l'état de droit, en stabilisant les pays limitrophes de l'Union et en permettant à l'Europe de s'exprimer de manière claire et cohérente dans le monde.

Les États membres doivent adhérer à ce qu'on appelle les critères de démocratie de Copenhague, l'état de droit, l'économie de marché et les droits de l'homme. Ils doivent également respecter des règles fixées de commun accord, qui sont constamment révisées et renouvelées.

Les lois et l'architecture décisionnelle sont décrites dans les traités, le fondement judiciaire de l'Union, le premier de ceux-ci étant le traité de Rome, ratifié en 1957 par les six États membres fondateurs, la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Ce traité indique que l'objectif est d'établir une "union sans cesse plus étroite" entre les peuples européens.

En 2012, après plusieurs élargissements, et notamment le grand élargissement de 2004, lorsque des pays d'Europe orientale et centrale, accompagnés de Malte et de Chypre, sont devenus membres - et trois ans plus tard la Bulgarie et la Roumanie - les membres ont atteint le nombre de 27. La Croatie devrait devenir le 28<sup>e</sup> État membre de l'Union européenne. L'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Islande, le Monténégro et la Turquie négocient également leur adhésion à l'Union.

La promesse de l'adhésion a constitué un levier puissant grâce auquel l'Union européenne a exercé une "influence en douceur" sur les pays candidats, en les forçant à s'adapter aux principes de base de l'Union, tels qu'ils ont déjà été évoqués: la démocratie, l'état de droit, l'économie de marché et les droits de l'homme.

### Projet de paix

À l'origine, les responsables politiques cherchaient des solutions économiques pour maintenir la paix: mettre en commun le contrôle du charbon et de l'acier signifiait que ces ressources stratégiques ne seraient plus utilisées pour les industries militaires nationales, mais au contraire pour reconstruire les économies civiles. L'Union européenne est un projet de paix et elle illustre comment un continent peut parvenir à la réconciliation, après des siècles d'effusion de sang, rendant la guerre entre les États membres matériellement impossible et fondamentalement impensable.

L'objectif déjà défini dans le traité de Rome était de créer un marché unique, qui incluait les quatre libertés économiques: la libre circulation des marchandises, des capitaux, des services et des personnes. Déjà en 1970, l'idée d'une monnaie unique européenne en vue de l'achèvement du marché unique était prévue.

Les citoyens européens d'aujourd'hui prennent pour argent comptant la paix, la démocratie et la libre circulation. Aux yeux du monde extérieur, l'Union européenne reste toutefois un modèle de coopération: les responsables politiques de l'Union africaine et du Mercosur en Amérique du Sud, par exemple, observent l'Union européenne pour s'en inspirer.

Les grandes idées sont facilement éclipsées par des désaccords relativement mineurs. La fierté initiale ressentie à la suite de l'obtention du prix Nobel de la paix en 2012 a rapidement été assombrie par des querelles concernant les personnes qui devaient assister à la cérémonie. En fin de compte, les trois présidents, du Conseil, de la Commission et du Parlement, Herman Van Rompuy, José Manuel Barroso et Martin Schulz, ont assisté à la cérémonie de remise du prix à Oslo en décembre. Ils ont également affirmé clairement que les longues discussions et les rudes négociations font de l'Union ce qu'elle est: elles permettent de trouver un compromis entre des positions divergentes. Si nous critiquons cela, il importe de se rappeler quelles peuvent être les autres options. Il vaut mieux lutter autour de la table que sur un champ de bataille.

Une autre notion essentielle de la fondation de la coopération européenne était que la faim est l'ennemi de la paix. Par conséquent, afin de remplir les garde-manger européens, les agriculteurs ont obtenu des appuis financiers importants. La fameuse politique agricole commune, la PAC, garantissait que la pénurie alimentaire et le rationnement des temps de guerre ne seraient plus un fléau pour les populations de l'Europe et que les agriculteurs recevraient de l'aide pour tenir cette promesse.

## Construction descendante

La coopération européenne est souvent critiquée pour son aspect descendant. C'était clairement le cas au début. Le plan initial, consistant à créer l'unité entre des pays épuisés par la guerre et d'anciens ennemis, ne provenait pas réellement d'un mouvement populaire. Aucun des dirigeants politiques n'a demandé aux citoyens s'ils étaient prêts à cet acte de foi.

L'architecture de l'Europe a été conçue pour protéger l'équilibre des pouvoirs entre les grands et les petits pays, en particulier pour préserver l'indépendance des plus petits États membres, et pour garantir que les règles fixées de commun accord seraient respectées. Les institutions ont été spécialement établies dans ce but. À mesure que les pouvoirs de la Communauté européenne s'accroissaient, il en allait de même des demandes en matière de représentation politique et de contrôle démocratique.

Plusieurs perspectives convergent au sein des décisions de l'Union: celles de l'Europe dans son ensemble, celles des États membres, et celles des citoyens.

La Commission européenne est l'institution qui propose les règles juridiques, connues sous le nom de directives et règlements, qui doivent passer dans le droit national. Elle vérifie également que les règles sont appliquées. Les États membres, au sein du Conseil des ministres, et les députés européens, directement élus, votent en vue de leur adoption. En cas de litige concernant ces règles, c'est la Cour européenne de justice de Luxembourg qui tranche.

Les lois proposées par la Commission européenne sont négociées par les députés européens avec les représentants des gouvernements au Conseil des ministres, sur toutes les matières soumises à la règle du vote majoritaire, à savoir toutes les matières à l'exception de la politique étrangère et de sécurité et la fiscalité.

De nos jours, le Parlement européen est élu directement, mais il s'agissait au départ d'un organe consultatif. La première réunion des députés, qui étaient désignés par les parlements nationaux, a eu lieu à Strasbourg en 1958. Les premières élections directes des députés européens se sont déroulées en 1979. Depuis lors, le Parlement a de plus en plus participé aux décisions sur les matières européennes.

Le Comité économique et social européen, que nous nommerons ci-après par son acronyme, le CESE, a fait partie de la construction européenne dès le départ. Il représente la quatrième perspective, celle de la société civile organisée. Le rôle du CESE était, et est toujours, de donner la parole aux organisations patronales et aux syndicats, ainsi qu'aux différents groupes d'intérêts économiques, sociaux, environnementaux et civiques. Les 344 membres sont désignés par le Conseil des ministres pour un mandat de cinq ans, afin de représenter les différents axes de la société civile. Les avis du Comité constituent les messages adressés par la société civile aux décideurs européens.

## Influencer la vie quotidienne des citoyens

Grâce à l'introduction des quatre libertés du marché intérieur, les lois de la nouvelle Union européenne sont entrées de plain-pied dans la vie quotidienne des citoyens européens, par l'application de règles en matière d'étiquetage des aliments et des boissons et l'exigence de normes de sécurité pour les voitures, par exemple.

Dans le traité de Maastricht de 1992, une autre façon d'entendre la voix des Européens a été ajoutée à l'Union européenne. Il s'agit du Comité des régions, le CdR, qui a été créé en 1994, en même temps que les Fonds structurels. L'objectif était de mettre en place des conditions équitables pour les régions les plus pauvres et les plus riches de l'Union européenne.

Les avis des deux organes consultatifs, le CESE et le CdR, garantissent que les différents aspects de la vie européenne seront pris en compte lors de l'élaboration des lois. Le CdR adopte une position régionale et géographique et donne la parole aux autorités locales et régionales.

Quand je parle de la société civile dans ce livre, il s'agit de la société civile organisée, qui est représentée dans les trois groupes du CESE: les employeurs et les travailleurs dans leurs organisations respectives et les autres groupes, comme les organisations non gouvernementales et les organismes qui représentent les consommateurs, les agriculteurs, les personnes handicapées, les écologistes, etc.

Le plus grand défi auquel l'Union européenne et ses États membres sont confrontés actuellement est lié à l'économie. Beaucoup voudraient que ce défi est relevé avec une plus grande efficacité par une coopération accrue. Cependant, cette solution ne reflète pas nécessairement la parole des citoyens qui sont sceptiques quant à la distance de plus en plus grande qui les sépare des prises de décisions à Bruxelles. La société civile et son coordinateur au niveau européen, le CESE, jouent un rôle fondamental pour réduire cet écart.

## Pilier de la démocratie

Une société civile robuste constitue l'un des piliers de la maison de la démocratie. Nous sommes rappelés à cette réalité par des exemples non seulement de l'histoire, mais aussi d'aujourd'hui.

L'historienne américaine, Anne Applebaum, souligne cet aspect dans son récent livre intitulé *The Iron Curtain: The Crushing of Eastern Europe*. Elle montre comment le "mouvement civil", en s'organisant spontanément et courageusement pour reconstruire Berlin après la guerre, a été écrasé parce qu'il menaçait le pouvoir soviétique.

Actuellement, la société civile continue de remettre en cause les autorités en Russie et partout ailleurs, car il s'agit de l'un des canaux les plus efficaces pour exprimer les préoccupations des citoyens et agacer les dirigeants politiques. Les organisations des droits de l'homme s'inquiètent énormément des nouvelles lois rigoureuses du président russe Vladimir Poutine, qui limitent les droits de réunion et le

libre accès aux contenus de l'internet. Les membres des associations d'autres pays voisins, ou plus éloignés, sollicitent souvent l'aide de l'Union européenne, car elle est largement reconnue comme une gardienne des droits démocratiques fondamentaux.

À titre d'exemple, des journalistes ukrainiens, confrontés à une censure de plus en plus forte et à des limitations sans cesse plus strictes de la liberté d'expression dans leur pays, ont envoyé un appel à l'aide aux institutions de l'Union et à la société civile européenne afin d'obtenir un soutien plus constant.

Plus au sud de l'Union européenne, c'est la demande de changement de la société civile qui a lancé le Printemps arabe, et les médias sociaux se sont révélés être un outil puissant pour connecter les citoyens qui partagent la même vision au sein de la société civile. Le groupe de la société civile serbe, Otpor, qui signifie "résistance", qui a provoqué le renversement du dictateur serbe Slobodan Milošević, a élaboré une stratégie sur la manière dont la résistance non violente peut entraîner la chute d'un régime. L'approbation de la société civile demeure l'un des instruments clés dont dispose l'Union pour favoriser la transition vers un voisinage plus démocratique et stable dans les pays méditerranéens.

## Relations avec les pays tiers

Quand l'Union européenne négocie avec les pays tiers, les dialogues avec la société civile organisée sont essentiels à la réussite de la relation avec le pays concerné. La société civile n'est pas uniquement le partenaire qui met en œuvre les différents programmes sur le terrain, mais elle est aussi un acteur et un médiateur efficace.

La conclusion tirée lors d'un récent séminaire sur l'Union européenne en tant qu'artisan de paix était que l'approche descendante pour traiter une crise dans un pays tiers – dépêcher un envoyé de haut niveau par avion – devrait être abandonnée au profit d'une approche ascendante. Il est plus efficace de négocier avec des personnes qui possèdent une profonde connaissance de la culture de la région, comme les représentants locaux de la société civile. Grâce à cette approche, il est plus probable que l'utilisation des fonds sera une réussite et que les réformes prendront leur source chez les citoyens, au lieu d'être imposées comme un projet de l'élite.

Les traditions de la société civile diffèrent selon les États membres. Chez certains nouveaux membres, le renforcement de la société civile ressemble plus à un combat. En Europe du Nord, les associations et les organisations semblent exercer une influence plus importante que les partis politiques.

Mais comme l'a dit la sénatrice française Chantal Jouanno, qui a participé à une récente conférence du CESE sur la façon de sortir l'Europe de la crise: *"Alors que les responsables politiques sont stimulés par le conflit [...], la société civile est intéressée par le consensus et sa vision va au-delà des prochaines élections."*

Cela étant, construire une relation durable entre les organisations de la société civile et les pouvoirs publics et les institutions de l'Union nécessite une culture du dialogue importante et un désir fort de coopérer de la part de tous les acteurs.

## Comment utiliser le traité de Lisbonne

Comme indiqué ci-dessus, le traité de Lisbonne a créé plusieurs outils de consultation et de dialogue. Le principe général est énoncé à l'article 10, paragraphe 3, du traité, qui prévoit que tout citoyen a le droit de participer à la vie démocratique de l'Europe. Cela nécessite un nouveau niveau d'ouverture et de transparence, qui est le fondement de la confiance des citoyens dans l'Union européenne. Le traité dit que:

1. Les institutions donnent, par les voies appropriées, aux citoyens et aux associations représentatives la possibilité de faire connaître et d'échanger publiquement leurs opinions dans tous les domaines d'action de l'Union.
2. Les institutions entretiennent un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les associations représentatives et la société civile.
3. En vue d'assurer la cohérence et la transparence des actions de l'Union, la Commission européenne procède à de larges consultations des parties concernées.

Le traité exige également que les institutions créent les possibilités de participation de la société civile au débat politique.

Le troisième paragraphe a été mis en pratique et la Commission transmet à présent quatre rapports par an sur les conseils que lui adresse le CESE. Le véritable garant de l'ouverture à la société civile, tel que décrit dans le traité de Lisbonne, est le premier paragraphe, qui offre *aux citoyens et aux associations représentatives la possibilité de faire connaître et d'échanger publiquement leurs opinions*.

## Le CESE en tant qu'intermédiaire

Le rôle d'intermédiaire du CESE entre les citoyens, leur société civile organisée et les institutions de l'Union est gravé dans la pierre. À présent, il revient au Comité de relever ce défi et de veiller à ce que les compétences des associations et des acteurs économiques soient prises en considération et que leurs avis soient écoutés par les décideurs de l'Union européenne.

C'est là une base à partir de laquelle les citoyens actifs peuvent se faire entendre et leur savoir peut être dûment pris en compte, qu'il s'agisse de membres des syndicats, d'associations de réfugiés ou de réseaux de consommateurs.

Cet aspect a également été souligné dans l'étude de 2010, intitulée *Political Trends 2011-2012*, réalisée par le European Policy Centre, un groupe de réflexion établi à Bruxelles.

L'EPC a résumé le rôle du Comité en six points:

1. poser les problèmes qui surgissent dans l'agenda national, lorsque la solution efficace est de nature européenne;
2. maintenir la pression sur les questions qui risquent de sortir de l'agenda de l'Union;
3. impliquer les citoyens dans les grands débats politiques de l'Union;
4. regarder vers l'avant, définir les problèmes et les placer à l'agenda de l'Union;
5. critiquer les décisions de l'Union et proposer des améliorations;
6. apporter une profondeur d'analyse au débat européen.

Le traité de Lisbonne a renforcé le rôle du CESE, mais il n'y a aucune raison de relâcher les efforts visant à bâtir des passerelles entre les citoyens et les institutions européennes. Il semble crucial que le Comité reste un "caillou dans la chaussure" des décideurs européens, en rappelant constamment aux institutions ce qui doit être fait et quelles questions ne doivent pas être oubliées.

Les avis et les conférences du CESE prouvent que le Comité n'abandonnera pas ce rôle. Nous avons connu des conférences qui ont abordé des questions comme l'exclusion sociale, le changement climatique, la

compétitivité européenne et la démocratie. L'avis du Comité pour lequel Luca Jahier, président du groupe "Activités diverses" du CESE, était rapporteur, a également souligné la nécessité de la pleine mise en œuvre de l'article 11 du traité. Cet avis conclut qu'"une démocratie participative efficace est nécessaire pour rétablir la crédibilité de l'Union européenne".

## Mise à l'épreuve des pouvoirs

Les nouveaux pouvoirs doivent encore être mis à l'épreuve par la société civile organisée, non seulement à Bruxelles, mais également, et peut-être encore plus, dans les États membres. Les manifestations contre l'austérité permettent d'évacuer la colère des citoyens, mais la liberté de manifester n'est pas un outil nouveau.

Le traité décrit également d'autres manières de consolider la démocratie. Le Parlement européen et les assemblées nationales et les chambres régionales trouvent dans le traité un regain de légitimité, ce qui renforce la démocratie représentative européenne.

La démocratie participative est l'autre instrument. Le Comité a pressé la Commission de mettre en place des structures pour établir le dialogue. Il s'agit de donner la parole aux citoyens de manière institutionnalisée.

La force des mesures présentes dans le traité de Lisbonne est probablement sous-estimée et ne fait certainement pas l'objet d'une communication suffisante. La société civile organisée et le CESE occupent une position qui leur permet de mettre à l'épreuve et de tester les limites des dispositions du traité en matière de démocratie. Qui sera le premier à utiliser le traité et à aller jusqu'à la Cour de justice européenne pour se plaindre que sa voix n'a pas été entendue et que les décisions n'ont pas tenu compte des compétences existant sur le terrain? S'agira-t-il des ONG environnementales? De la plate-forme contre la pauvreté? Ou peut-être de la plate-forme organisée en faveur de la jeunesse? Les patrons ou les syndicats?

## Bienvenue à bord: participer à la société

Nous ne parlons plus de nos sociétés comme d'un creuset de civilisations, mais pourquoi ne pas mettre l'accent sur les points de rencontre? Les plus évidents sont les lieux de travail, les écoles ou les universités, mais également les associations, les sociétés et les syndicats. La société civile organisée peut vous permettre d'ouvrir le dialogue, de participer, de vous ancrer dans votre communauté.

Sans votre participation, la société risque de ne pas bénéficier de vos compétences, de votre expérience et des qualités qui vous sont propres. Les possibilités d'apporter votre contribution sont là, même au niveau européen. Vous faire entendre de "Bruxelles" fonctionne dans les deux sens. Votre participation est nécessaire.

La forme classique de la démocratie représentative, à savoir le vote lors des élections, en faveur de votre parti ou de votre représentant politique, constitue toujours la forme élémentaire de la démocratie. Mais aujourd'hui, le vote ne suffit plus, car il ne comble pas l'écart entre les citoyens et les décideurs, en particulier dans un contexte aussi vaste que l'Union européenne, où les distances sont grandes. Et de surcroît, votre expérience n'entre pas en ligne de compte dans la prise de décisions: ce n'est qu'un bulletin dans une urne.

Les citoyens ont aussi démontré, lors des dernières élections au Parlement européen, que le droit de vote ne les satisfait pas pleinement. Plus les pouvoirs du Parlement européen ont été élargis, plus le nombre des électeurs participant aux scrutins a diminué. Lors des dernières élections de 2009, seulement 43 % de l'électorat a participé.

## Crise de légitimité

Malgré l'influence accrue du Parlement européen et la participation plus active des parlements nationaux au contrôle des futures lois européennes, l'Union est toujours confrontée à une crise de légitimité. Dans ce contexte, une participation plus organisée de la société civile dans les matières européennes apparaît comme la voie la plus efficace pour faire entendre le spectre plus large des voix et des caractéristiques des citoyens. Le professeur Stijn Smismans de l'université de Cardiff s'est exprimé sur cette idée le 8 mai 2012, lors de la conférence du CESE sur la démocratie en Europe:

*“La représentation parlementaire propose une représentation brute du citoyen. Le citoyen est... détaché de ses caractéristiques personnelles et des aspects d'appartenance autres que celui de faire partie du territoire de la classe politique. Un parlement élu sur le plan territorial ne peut représenter l'ensemble des personnalités et des intérêts de son électorat. Dès lors, les mécanismes participatifs peuvent offrir un complément à la représentation parlementaire traditionnelle. C'est une solution qui convient particulièrement à l'Europe, où la représentation à travers le Parlement est confrontée à des problèmes considérables d'identification avec un demos européen unique, et en raison des possibilités spécifiques de mettre en place une participation plus directe des citoyens, du fait des niveaux d'échelle.”*

En des termes moins académiques: le Parlement européen ne s'occupe que des aspirations politiques très basiques des citoyens de l'Union. Il doit être complété et renforcé par la démocratie participative. L'identité européenne reste encore à développer pleinement, mais elle peut être créée grâce à la société civile. Autrement dit, les arbitres de football en Estonie et au Portugal ont peut-être plus en commun que les libéraux et les socialistes de leurs pays respectifs.

La société civile organisée occupe une position particulièrement favorable pour servir d'intermédiaire. À l'échelle européenne, le CESE assume naturellement le rôle de plate-forme institutionnelle pour représenter la société civile.

## Dialogue

Les différentes formes de dialogue entre les citoyens et les institutions européennes constituent un type de participation. Toutefois, elles restent encore à organiser complètement et de manière structurée par la Commission européenne.

L'"e-démocratie" est déjà en place dans certains processus législatifs, permettant aux citoyens de présenter différentes propositions et d'exprimer leur point de vue en répondant à des questions en ligne. Cela fonctionne comme une audition ouverte en ligne.

La méthode de l'"e-démocratie" a largement été utilisée lors de la préparation de la convention sur l'avenir de l'Europe. Le travail de la convention a donné lieu au traité constitutionnel, qui a été rejeté par les Français et les Néerlandais lors des référendums et ensuite remplacé par le traité de Lisbonne. Cette méthode pourrait certainement être développée plus avant.

L'“e-démocratie” offre la possibilité d'ouvrir le dialogue, mais d'une manière impersonnelle. Comme le dit Alessandra Mirabile, qui a lancé l'initiative citoyenne européenne: *“Rien ne vaut les rencontres personnelles.”*

La démocratie participative sous divers formats est en phase d'essai dans toute l'Union européenne. Le Comité des sages de la ville française de Besançon est composé d'un groupe de citoyens d'un certain âge qui sont consultés quand des décisions sur les transports, par exemple, sont prises dans la commune. Il existe également un comité équivalent pour les jeunes. Dans la ville de Liverpool au Royaume-Uni, les citoyens sont consultés sur certaines matières budgétaires depuis près de deux ans. Les résidents locaux ont été invités à voter sur le financement d'idées de projets qui étaient présentés par des groupes locaux et des collectivités.

Bien que ces exemples puissent fonctionner au niveau local, ils sont bien entendu difficiles à traduire en actions à l'échelle de l'Europe. Cela nécessite une forme plus organisée de dialogue et de consultation.

Une tribune de la société civile pourrait également apporter des éléments à l'ordre du jour de la Commission. Cette idée a été présentée dans le manifeste du CESE adressé au Parlement européen en 2009, intitulé *Manifeste pour un véritable dialogue civil européen.*

## ICE: garantir la réussite – éviter la déception

Le meilleur exemple de la nouvelle vision de la démocratie présentée dans le traité est l'initiative citoyenne européenne, qui est également décrite dans le traité, à l'article 11:

*4. Des citoyens de l'Union, au nombre d'un million au moins, ressortissants d'un nombre significatif d'États membres, peuvent prendre l'initiative d'inviter la Commission européenne, dans le cadre de ses attributions, à soumettre une proposition appropriée sur des questions pour lesquelles ces citoyens considèrent qu'un acte juridique de l'Union est nécessaire aux fins de l'application des traités.*

*Les procédures et conditions requises pour la présentation d'une telle initiative sont fixées conformément à l'article 24, premier alinéa, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.”*

L'ICE est le premier outil démocratique transfrontalier de ce type. Des initiatives similaires ont été testées (il y en a une au Royaume-Uni, par exemple), mais jamais de cette ampleur.

L'ICE n'est pas très connue en dehors des milieux proches des institutions de l'Union, mais cela devrait changer une fois que la première initiative aura été prise et se sera traduite de manière effective en une proposition de la Commission.

### Décision courageuse

Il s'agit d'une décision courageuse qui tend à mettre fin au monopole de la Commission européenne sur les propositions législatives. En résumé, l'ICE signifie qu'un certain nombre de citoyens (1 million de signataires), provenant de plusieurs États membres, pourraient s'unir autour d'un sujet et demander à la Commission de faire proposition législative dans ce domaine.

Même si cela semble aisé, il n'en est rien. Il existe des contraintes mathématiques et des quotas régissant ce qui devrait constituer le quorum exact; et il existe des limitations concernant les sujets qui peuvent être abordés. Il y a aussi une autre contrainte, à savoir l'argent: selon certaines estimations, il faut environ un

million d'euros pour mettre une ICE en place avec un serveur spécialisé. Même si vous collectez un nombre suffisant de signatures et que vous remplissez tous les autres critères, il revient toujours à la Commission de décider si l'initiative servira de base à une nouvelle proposition de législation européenne.

Toutes ces restrictions, ainsi que le temps et les efforts qu'implique la réalisation d'une ICE, peuvent se révéler assez dissuasives. Mais que cela ne vous décourage pas de lancer une initiative. Les complications bureaucratiques peuvent être un obstacle, mais cet outil est trop important pour ne pas le tester. Afin de gagner du temps et de l'énergie, veillez dès le départ à ce que votre domaine d'intérêt ait une dimension européenne et qu'il puisse servir de base à une législation européenne.

En novembre 2012, l'association de citoyens européens ECAS, une ONG basée à Bruxelles, a organisé une conférence en collaboration avec le CESE sur le thème "Bâtir le pilier citoyen de l'Union européenne". Cet événement a recueilli une audience considérable et a permis des discussions animées, comme c'est souvent le cas à Bruxelles lorsqu'un sujet est mûr pour le débat.

Les porte-parole de différentes ICE ont parlé de leur combat et se sont montrés très critiques envers les compétences organisationnelles et juridiques requises, en plus du sacrifice économique. Certains ont demandé aux dirigeants politiques d'assumer de plus grandes responsabilités dans le processus des ICE. Toutefois, le risque semble être que l'initiative soit récupérée par la machine politique, alors qu'elle est en fait supposée apporter une autre forme de solution.

## Identité européenne



© Emily von Sydow

Alessandra Mirabile, une stagiaire italienne de 26 ans à la Commission européenne, a lancé une initiative avec des amis durant son temps libre. Son ICE, intitulée *Fraternité 2020*, a pour objectif d'améliorer les programmes d'échange de l'Union afin de renforcer l'identité européenne.

En tant que jeune Européenne dévouée, elle a ressenti le désir de stimuler les possibilités dont elle avait elle-même profité, à savoir étudier et travailler dans différents pays de l'Union. Si les programmes d'échange étaient traités chichement au niveau du budget, ce serait, selon M<sup>me</sup> Mirabile, au détriment de la construction européenne. *Fraternité 2020* a conçu des objets qui sont vendus sur le site web afin d'aider à couvrir une partie des coûts.

La collecte de signatures en faveur de l'ICE serait virtuellement impossible sans pétitions informatisées, mais M<sup>me</sup> Mirabile est sceptique quant à l'idée de laisser les rênes aux médias sociaux. Elle pense qu'il existe un risque que les médias sociaux simplifient trop la démocratie - elle appelle même cela une "banalisation de la démocratie".

L'initiative doit présenter une valeur ajoutée européenne et, bien entendu, la Commission européenne doit être juridiquement habilitée à proposer une loi dans le domaine en question. Dans le jargon européen, on appelle ça une base juridique. Quand il s'agit du marché intérieur, la Commission européenne est très généreuse dans sa définition de la base juridique. Espérons que la définition des ICE de la Commission bénéficie de la même largesse d'esprit.

Bruno Kaufmann, directeur de l'Initiative and Referendum Institute, un groupe de réflexion spécialisé dans les questions liées à la démocratie directe, a rédigé un guide complet sur l'ICE, et il classe les initiatives selon les catégories suivantes, en fonction de la cible:

**Une ICE a pour objectif:**

1. de pousser l'Union européenne à faire quelque chose de nouveau;
2. d'empêcher l'Union européenne de faire quelque chose;
3. d'améliorer le droit de l'Union;
4. de servir de levier pour influencer la prise de décision de l'Union européenne;
5. de construire des alliances;
6. de mieux faire connaître votre cause.

Pour illustrer la première catégorie d'ICE, M. Kaufmann cite "petitiongay.com". Les pétitionnaires exploitent les débats et les campagnes actuels en faveur du mariage homosexuel, qui sont à l'ordre du jour dans de nombreux pays de l'Union. Les pétitionnaires souhaitent élargir le droit au mariage aux personnes de même sexe dans toute l'Union.

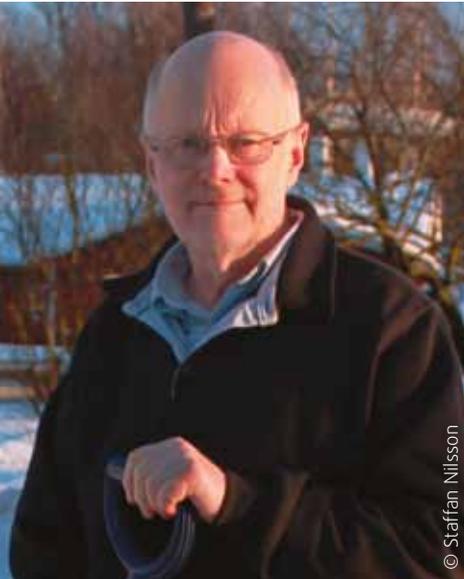
## **Action civique massive**

Si l'on doit s'inspirer du lancement d'une initiative citoyenne par les Britanniques, il existe un grand nombre de propositions qui attendent d'être présentées au niveau européen. Le seuil des 100 000 signatures de la pétition en ligne du Royaume-Uni pourrait être considérablement relevé en raison du nombre de propositions qui arrivent en masse, créant un énorme arriéré de questions à traiter. Il ne s'agit pas d'une complication, mais plutôt d'une preuve que cette forme d'expression démocratique satisfait un besoin important. Il n'y a aucune raison que l'ICE ne soit pas le début de la même activité.

L'initiative est là, à votre disposition, mais pour vous assurer que la vôtre ne se heurtera pas à l'un des obstacles juridiques préliminaires, vous pouvez contacter le bureau de l'Union européenne dans votre pays d'origine, ou même mieux, les personnes qui organisent déjà une initiative, et leur demander des astuces, fondées sur leur expérience.

Alessandra Mirabile est une sorte de pionnière. Elle souligne qu'être la première à lancer une ICE a constitué un véritable défi. Elle recommande aux pétitionnaires et aux organisations qui souhaitent lancer une initiative de poser des questions à ceux qui sont déjà un peu plus loin dans la démarche, afin d'éviter des erreurs élémentaires.

## Entretien avec Staffan Nilsson, président du Comité économique et social européen



© Staffan Nilsson

### *Comment le CESE peut-il renforcer son rôle de promotion de la démocratie au sein de l'Union européenne?*

Nous devons poursuivre notre rôle d'une manière significative et efficace, et continuer à formuler des avis et des recommandations de haute qualité à nos décideurs politiques et autres. C'est notre raison d'exister: assurer une démocratie participative européenne efficace. Par ailleurs, nous ne nous contentons pas de formuler des avis, qui restent toutefois la base de notre travail, tel que spécifié dans le traité de l'Union européenne. Nous devons être présents dans les États membres, et y avoir des contacts dans les conférences et les processus de consultation nationale, et être aussi présents dans la société.

### *Souhaitez-vous citer quelques bons exemples à cet égard?*

Lors d'une conférence du CESE à Stockholm sur la stratégie "Europe 2020", une femme qui représentait les SDF a inversé les rôles lors de notre discussion en nous rappelant, avec un représentant de l'association des locataires, que la libre circulation des travailleurs

au sein du marché intérieur requiert également des actions en matière de logement. Voilà le genre de présence dont je parle.

La valeur ajoutée du CESE réside dans l'enracinement de nos membres dans les organismes et réseaux nationaux, qui sont à leur tour reliés à leurs organisations membres locales. Nous ne sommes pas des responsables politiques élus, mais nous sommes élus par les membres de nos organisations. Une démocratie telle que l'Union européenne doit intégrer les demandes des divers groupes d'intérêts organisés. Les canaux utilisés par la société civile organisée, parallèlement aux dirigeants élus, permettent aux citoyens d'exprimer leurs opinions sur les politiques importantes qui affectent leur vie.

### *Comment restez-vous attaché aux citoyens, aux personnes que vous représentez? Existe-t-il un risque que les structures et l'institution elle-même empêchent une vision claire de votre mission?*

Le risque existe et la solution à cet égard est le travail de nos membres dans leurs organisations et avec ceux qu'ils représentent. Je suis membre du CESE depuis 1995, représentant la Fédération des agriculteurs suédois LRF, et je suis président du CESE depuis octobre 2010. Je reste conscient du lien que j'entretiens avec ceux que j'ai d'abord représentés, et maintenant en tant que président, avec la société civile dans son ensemble.



Nous ne devons jamais oublier que nous ne sommes pas ici dans notre propre intérêt. Nous avons une mission. Nos organisations peuvent contribuer à rendre le contenu des décisions politiques européennes plus transparent et plus accessible à leurs membres. Une bonne compréhension des questions politiques permet une participation efficace et une contribution significative au travail de nos opinions.

### ***Comment cette ouverture se manifeste-t-elle?***

Notre Comité est ouvert et essaie de tenir autant de réunions que nos locaux et ressources à Bruxelles le permettent, chaque fois que les organisations de la société civile nous le demandent. Nous nous chargeons également de l'interprétation lors de ces événements et de ces diverses réunions, pour que les organisations de la société civile des différentes parties de l'Europe puissent entretenir un dialogue indépendamment des barrières linguistiques.

Nous avons également permis à la société civile de créer des liens et de se réunir. Nous sommes par conséquent plus proches des débats réels de la société civile, et je pense que cette proximité renforce également notre travail et notre rôle. Nos portes restent ouvertes aux individus et aux groupes qui représentent une opinion différente. Nos conférences, nos audiences, nos forums de parties prenantes et toutes les rencontres de la société civile que nous avons permis d'organiser sont toujours gratuits et ouverts à tous; c'est une manière de contrer le risque d'isolement et le risque de nous limiter à la "bulle bruxelloise" comme on l'appelle.

### **Comment décririez-vous le rôle du Comité?**

Le CESE entend être un acteur européen de premier plan à de nombreux égards et dans plusieurs domaines politiques, essentiellement parce que nous examinons les problèmes économiques et sociaux à la racine, par le biais de nos membres, avant que ces problèmes ne fassent surface. D'une manière générale, nous avons toujours demandé plus d'Europe et j'oserais même dire plus et plus tôt que tout autre institution ou organisme. Même si nous essayons de trouver un compromis entre les intérêts de groupes très éloignés de la société, comme les employeurs, les syndicats, les agriculteurs, les consommateurs et les autres associations de divers intérêts, le CESE parvient parfois à aller bien plus loin que d'autres groupes plus homogènes. Notre avis sur les euro-obligations, qui a étonnamment amené les employeurs, les syndicats et les ONG à plaider d'une seule voix pour la mutualisation de la dette publique au sein de l'Union européenne, en est un exemple.

Le CESE défend avec force les idéaux européens. Nous continuons, par exemple, à jouer l'hymne européen, *l'Hymne à la joie*, lors des occasions solennelles. Nous considérons qu'une Europe forte est plus que bénéfique pour les Européens.

### **Comment est-il possible de renforcer les différentes branches de la société civile et l'Union européenne?**

Nous devons rester humbles et renforcer en même temps notre rôle de pont entre la société civile et les institutions européennes, et celui de catalyseur d'une gouvernance participative au sein de l'Union européenne. En fait, c'est le travail et la passion des individus de la société civile organisée qui forment la base de notre action. Ils peuvent ensuite se réunir dans différentes plates-formes et être plus forts dans leurs argumentations en faveur de l'environnement, de la solidarité transfrontalière, des agriculteurs, etc.

### ***J'ai le sentiment, lors de mes contacts avec certains de ces groupes de plates-formes, qu'ils créent une bureaucratie aussi mauvaise, et même parfois pire, que les institutions elles-mêmes. Les plates-formes doivent-elles dès lors vraiment ressembler aux institutions européennes pour être efficaces?***

Il est vrai que les organisations risquent de se centrer encore davantage sur elles-mêmes, et cela s'applique même à nous en tant qu'organe consultatif. En même temps, comment la société civile peut-elle agir efficacement sans être mieux organisée et plus professionnelle? Il faut trouver et maintenir un équilibre à cet égard.

Faire face aux critiques d'une manière constructive est une solution. Prenez l'exemple de l'étude effectuée par le Centre des politiques européennes en 2010. Je pense que leur contribution s'est révélée très importante. Elle nous a donné la chance de nous regarder dans la glace, de nous tester, mais elle a créé certains sentiments de gêne au sein du CESE.

### **Comment le CESE peut-il mieux exploiter les compétences de la société civile?**

Nous pouvons inviter des experts qui ne sont pas membres du Comité afin qu'ils contribuent à notre travail. Et nous forgeons la plus grande partie de notre propre expertise. Il est aussi incroyablement important d'être ouvert. C'est la raison pour laquelle nous créons de plus en plus de plates-formes, qui nous permettent



d'écouter d'autres parties prenantes différentes de la société civile et de leur offrir un espace où s'exprimer. Prenez, par exemple, l'Alliance de la société civile pour l'année européenne des citoyens 2013 (EYCA). Nous avons permis, en collaboration avec le Groupe de liaison du CESE avec les réseaux européens d'experts, de créer cette plate-forme de dialogue et de participation pour un développement correct et concerté des actions pour l'année européenne des citoyens. Il y a aussi l'internet, que nous tentons d'utiliser comme un moyen intelligent de collecter des compétences à partir d'un spectre plus large de la société civile. Nous avons, par exemple, utilisé notre plate-forme et forum en ligne pour compléter nos audiences et rassembler des données pour notre contribution au processus et à l'accord Rio+20.

### **Est-il correct de décrire le Comité comme un véritable représentant de la société civile européenne?**

Nous représentons des groupes de parties prenantes, les employeurs, les syndicats, les agriculteurs, les associations de consommateurs, etc., des États membres. Les États membres de l'Union européenne nomment et envoient au CESE du personnel de leurs organes de la société civile les plus représentatifs. Nous sommes dès lors représentatifs, car nous sommes établis dans les structures de la société civile organisée des États membres, dans le monde réel. Nous savons qui nous représentons, nous connaissons leurs besoins, leurs intérêts et nous essayons, au sein du CESE, d'intégrer ces intérêts et besoins à l'agenda européen. Vous retrouvez ainsi, au sein du CESE, les partenaires sociaux ET un reflet de la diversité de la société civile dans l'ensemble de l'Europe. Je dirais, d'une manière générale, que les organisations fondées sur l'affiliation représentent mieux la société civile et que leur contribution est significative en termes d'interaction constante dans le processus d'élaboration des politiques. C'est ce que j'appelle la gouvernance démocratique participative efficace. Et j'espère que nous continuerons à y contribuer.

### **En réalité, le Comité est rempli de contradictions?**

Nous nous distinguons vraiment et nous apportons une valeur ajoutée (par comparaison avec tout autre groupe d'intérêt individuel/de pression) par le fait que le CESE réunit "sous un seul toit" des intérêts opposés et que, pour toute recommandation que nous émettons sur les politiques, nous essayons de trouver un compromis entre des opinions opposées. C'est là que réside notre crédibilité démocratique et c'est ce que nous apportons à la gouvernance démocratique supranationale de l'Union européenne.



## **II. Exemples de voix qui se font entendre aux quatre coins de l'Union européenne**

Que ce soit la fédération des chiens guides, les jeunes ambassadeurs antidopage ou une société qui fait campagne pour un recrutement non conventionnel, ils jouent tous leur rôle dans la réalisation de changements dans leur pays et utilisent l'Union européenne pour amplifier leur message et atteindre peut-être 500 millions de citoyens.

Ces histoires ne représentent qu'un tout petit échantillon de la société civile européenne. Il existe des dizaines de milliers d'autres histoires à raconter, sur des personnes dévouées et enthousiastes, unies dans leur volonté de contribuer à une meilleure collectivité et, de ce fait, à une meilleure Union européenne.

Certaines d'entre elles osent s'opposer au large consensus de leur pays, comme la fondation suédoise pour une génération de non-fumeurs qui a été pratiquement le seul groupe à se réjouir de la proposition de nouvelle législation contraignante de la Commission sur le tabac, laquelle vise à réduire la consommation de tabac chez les jeunes. L'industrie et tous les partis politiques se sont montrés critiques par rapport à la proposition, en soutenant le lobbying de l'industrie suédoise du tabac visant l'extension du marché du snus, ou tabac sans fumée, qui était limitée par la proposition.

La société civile représente la fibre la plus importante du tissu démocratique, laquelle permet aux citoyens d'exprimer leurs rêves et leurs idées d'une manière différente que par le biais de leurs représentants élus.

Les exemples suivants ont été choisis en partie par hasard, mais principalement parce que leurs idées sont nourries par une forte conviction individuelle et collective de leurs membres. Ces exemples représentent vraiment une valeur ajoutée dès qu'ils sont portés à une échelle européenne. Quelques-uns sont présents à Bruxelles et ont été sélectionnés pour la clarté de leur message ou l'efficacité de leur travail. Le syndicat FSESP, notamment, mène une initiative citoyenne sur la question de l'eau en tant que droit de l'homme. Le bureau européen de liaison pour la construction de la paix utilise des rapports solides et des suggestions concrètes pour amener les fonctionnaires européens à écouter et renforcer les efforts civils et de consolidation de la paix dans les affaires extérieures de l'Union.

# L'eau est un droit de l'homme

QUI  
SYNDICAT FSESP

PROBLÈME  
Privatisation des services publics

SOLUTION EUROPÉENNE  
garantir l'eau et les installations  
sanitaires et pas de privatisation des  
sociétés de distribution de l'eau pour  
alléger la dette

Pablo Sánchez ne mâche pas ses mots. L'attaché de presse de la Fédération syndicale européenne des services publics, FSESP, est furieux de la politique actuelle de l'Union européenne, qui selon lui transforme tout en marchandises vendables, y compris l'eau et les services sanitaires.

La FSESP est la plus grande fédération au sein de la Confédération européenne des syndicats regroupant 8 millions de travailleurs du service public issus de 275 syndicats établis en Europe. M. Sánchez et son syndicat ne considèrent pas leur action comme un acte visant exclusivement à protéger les emplois de leurs membres. Ils se rallient autour de la question de l'eau en tant que

droit de l'homme, comme l'a fait la résolution des Nations unies de 2010.

La FSESP estime que la libéralisation s'est révélée décevante partout où elle a été testée. "Ceux qui ont essayé la privatisation reviennent à la municipalisation de l'eau, comme Paris l'a fait récemment", déclare M. Sánchez.

La raison: les sociétés privées investissent trop peu et font payer l'eau beaucoup trop cher, d'après une étude commandée par la FSESP à l'université de Greenwich au Royaume-Uni.

## Duopole

Les services de distribution d'eau privatisés sont onéreux parce qu'ils sont dominés par un duopole de fait, déclare la FSESP. En Europe, la concurrence est très faible entre les géants du marché des services de distribution d'eau, qui est au final dominé par les multinationales françaises Veolia et Suez.

Néanmoins, la pression pour la privatisation est forte. C'est l'une des conditions que la troïka de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international avancent pour poursuivre le financement des pays criblés de dettes. La troïka demande que les services de distribution d'eau d'Athènes et de Thessalonique soient entièrement privatisés, et la même solution est prévue dans les pays en attente d'adhésion à l'Union européenne. La Banque européenne pour la reconstruction et le



© Emily von Sydow

développement, BERD, encourage également la privatisation des services de distribution d'eau.

La FSESP a par conséquent organisé une initiative citoyenne européenne visant à mettre un terme à cette vague de privatisations et à reconsidérer l'eau comme un bien commun, hors de portée de la réglementation du marché unique ou des règles de concurrence.

Le dernier en date des sujets de grande préoccupation a été une proposition d'Olli Rehn, le commissaire européen responsable du portefeuille de l'euro et des programmes de sauvetage. Il a réaffirmé l'ambition de la Commission de voir les pays supervisés par la troïka vendre leurs services de distribution d'eau.

## Base juridique

La Commission est censée vérifier que le "processus de privatisation garantit le plein accès à l'eau pour tous les citoyens", mais cette déclaration a peu rassuré les sceptiques. La FSESP et d'autres activistes se demandent quelle est la base juridique de cette privatisation forcée.

La lutte de la FSESP contre la privatisation de l'eau s'inspire en réalité du Mouvement italien pour l'eau. Celui-ci a commencé avec la campagne contre la proposition de libéralisation de l'eau introduite en 2008 par l'ancien Premier ministre italien, Silvio Berlusconi.

En dépit du "non" catégorique au référendum contre la libéralisation de l'eau, le gouvernement a mis la loi proposée à exécution. La cour constitutionnelle italienne a annulé la décision, ce qui signifie que le peuple a gain de cause.

Le Mouvement italien pour l'eau était un vrai mouvement citoyen, qui a démarré ses activités dans un squat de Rome, sans financement public.

## Combativité

La FSESP ne travaille pas dans un squat, mais dans un spacieux étage d'un immeuble de bureaux moderne, situé à quelques rues du siège de la Commission dans le quartier européen de Bruxelles. Toutefois, la combativité est toujours présente, et M. Sánchez souhaite garder l'esprit militant des débuts. Les citoyens sont très inquiets par rapport à leur eau et il est certain que si la question était mise au vote, une large majorité d'Européens soutiendraient le maintien des services de distribution d'eau dans le domaine public, comme les Italiens l'ont fait.

*"L'eau est un monopole naturel". Vous ne pouvez pas faire sans. Il n'y a aucune alternative à l'eau. Les citoyens les plus pauvres seront les plus touchés par la privatisation de l'eau",* déclare M. Sánchez.

Les ménages représentent seulement 9 % de la consommation d'eau. Le reste est utilisé par l'industrie et l'agriculture. Plus vous consommez, et meilleur est le prix que vous obtenez. La tarification traditionnelle n'incite donc pas à économiser l'eau.

La FSESP utilise l'ICE comme un outil politique afin d'éviter que l'eau ne devienne



© Shutterstock

une marchandise primaire. La campagne gagne en intensité. Un groupe de maires de même sensibilité venant de villes des quatre coins de l'Europe a récemment rejoint l'ICE. La FSESP essaie d'élargir autant que possible sa base de soutien, mais M. Sánchez reste sceptique quant à la possibilité de faire de l'ICE Eau une proposition de la Commission.

*"J'appelle l'ICE une requête au roi, car la Commission peut toujours la rejeter. Il vaut mieux voir l'ICE comme un outil de définition de l'agenda", déclare-t-il.*

## Surréaliste

M. Sánchez décrit les problèmes liés à la création de l'ICE en termes vraiment surréalistes. Le système logiciel de la Commission ne pouvait pas accepter les différents formats des numéros de cartes d'identité. (Dix-huit pays exigent les numéros des cartes d'identité pour valider les signatures des requêtes. Neuf pays ne les demandent pas, ce qui d'une part simplifie le processus, mais ouvre également la liste à tous les Mickey Mouse et autres James Bond.)

Néanmoins, le commissaire européen responsable de l'ICE, Maroš Šefčovič, a félicité la FSESP d'avoir été le premier organisateur d'une ICE à lancer une collecte des signatures en ligne. En raison des problèmes rencontrés avec le logiciel initial à la Commission, les organisateurs de l'ICE de la première heure se sont vus accorder un délai prolongé de six mois supplémentaires, jusqu'en novembre 2013, pour rassembler leur million de signatures.



© EFSC

### **Commentaire de Leila Kurki, membre du CESE, Groupe II, Finlande**

*Le CESE soutient vigoureusement tous les moyens d'encourager et de faciliter la participation active des citoyens à la vie politique et publique. L'initiative citoyenne européenne constitue un bon outil, mais son importance doit également être reconnue par les décideurs.*

*On a dit souvent que l'Union européenne a l'ambition de se développer en une économie compétitive, fondée sur la connaissance et offrant de meilleurs emplois en plus grand nombre et une plus grande cohésion sociale. Ce ne sont pas que de belles paroles. Le traité de Lisbonne stipule explicitement que l'Union européenne souhaite parvenir à cet objectif notamment en luttant contre l'exclusion sociale, en encourageant les progrès économiques et sociaux pour ses citoyens et en garantissant les droits sociaux.*

*Le manque de prises de décision dans ce domaine a sérieusement compromis la légitimité européenne. Les institutions européennes doivent soutenir les normes et les droits sociaux fondamentaux avec une plus grande conviction. L'initiative de la FSESP en faveur du droit à de l'eau pure doit être considérée comme une préoccupation sérieuse relevant des droits de l'homme pour les citoyens.*



# Des chiens guides pour l'Europe

## QUI

Centre de formation de chiens guides à Tongeren (Tongres), Belgique

## PROBLÈME

Manque de chiens guides pour les malvoyants en Europe

## SOLUTION EUROPÉENNE

Création d'un marché unique d'accès universel pour les chiens guides et élaboration d'une norme européenne pour la formation et les maîtres-chiens

*"Notre objectif est que toutes les personnes malvoyantes d'Europe qui le souhaitent et dont le handicap le requiert aient un chien guide. Nous visons un niveau uniformément élevé de normes pour les chiens", nous déclare Peter Farnworth, qui a été président de la Fédération européenne des chiens guides.*

Ces ambitions européennes sont mises en pratique au niveau local, dans de nombreux centres de chiens guides d'Europe. Nous en avons visité un dans la ville belge de Tongres, à mi-chemin entre Maastricht, Liège et Louvain. Il s'agit du centre belge des chiens guides et de son secrétariat. L'endroit fait également office de "pension" pour les jeunes chiens que l'on prépare ici à rejoindre leurs clients malvoyants.

Grâce à leur fidèle ami à quatre pattes, les personnes handicapées amélioreront leur

indépendance, leur mobilité et souvent, en conséquence, leur confiance en soi.

Pour Peter Farnworth, un chien guide fidèle et robuste constitue un outil essentiel pour permettre aux malvoyants d'exercer leurs droits humains. Toutefois, la chance de disposer d'un chien guide varie considérablement à travers l'Europe.

5 000 chiens guides travaillent actuellement au Royaume-Uni, et l'association britannique perçoit des fonds importants. En France, la situation est un peu différente: le nombre des chiens guides français est d'environ 1 500, et une personne malvoyante doit s'inscrire sur une liste d'attente de près d'un an pour obtenir un chien. En Belgique, 600 à 700 chiens guides sont nécessaires selon les estimations, mais il y a un manque tant de chiens que de maîtres-chiens.

## **Norme européenne**

La Fédération européenne des chiens guides a reçu une subvention de 300 000 € pour 3 ans du programme d'éducation Leonardo de l'Union européenne, qui est aujourd'hui arrivé à son terme. L'idée était d'aider à financer les centres de chiens guides dans différentes parties de l'Europe et de créer une norme européenne tant pour les chiens que pour les maîtres-chiens.

Le prix d'un chien entièrement formé, frais administratifs et rémunération des maîtres-chiens compris, est de 30 000 à 40 000 €. Le financement varie d'un pays à l'autre. Aux Pays-Bas, par exemple, les chiens guides sont couverts par l'assurance maladie.

De bons chiens guides obéissants constituent une condition préalable au très important droit d'accès, sur lequel la fédération travaille. Il est vital pour les personnes malvoyantes qu'elles soient autorisées à entrer dans un magasin, un bureau de poste, un aéroport ou dans les transports publics avec leur chien. La fédération défend vigoureusement un droit d'accès universellement reconnu dans toute l'Europe. Celui-ci garantirait la libre circulation élémentaire des chiens guides et de leurs propriétaires. Certains pays sont plus développés, souvent grâce au dévouement d'une personne ou d'un groupe d'individus ou d'un patron local. La Croatie – qui sera bientôt membre de l'Union européenne – en est un exemple.

*"Il existe un centre en Croatie, qui a formé jusqu'à présent 112 chiens guides, dont 69 sont actifs aujourd'hui", déclare Mira Katalenić, présidente de l'association croate et membre du conseil de la Fédération européenne. "Nous estimons le coût d'un chien entièrement formé à 15 000 €, mais il est gratuit pour le client".*

La responsable de la pension belge de Tongres est Ellis van den Berg, qui est également maître-chien professionnelle. Ses apprentis chiens guides – actuellement au nombre de six – sont des labradors ou des golden retrievers ou un mélange de caniches et de retrievers. Ils sont sélectionnés auprès d'éleveurs spécifiques et les chiots choisis sont testés à cinq, six et sept semaines.



*"Nous voulons voir comment le chiot réagit à certaines manipulations: nous le retournons sur le dos, et un bon chiot doit se tortiller un peu, puis se calmer, puis de nouveau se tortiller légèrement", explique Jules O'Dwyer, un maître-chien professionnel irlandais qui travaille au centre.*

Les chiots sélectionnés reçoivent ensuite une formation de base pendant dix mois dans une famille d'accueil, et s'ils démontrent la bonne attitude et qu'ils sont en bonne santé, ils sont sélectionnés pour la formation au centre de chiens guides.

## Manque de chiens guides

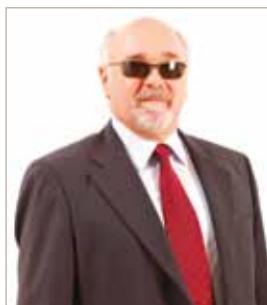
Le vétérinaire, Bob Roesmans, qui travaille au centre à titre bénévole, est également membre du conseil de la Fédération européenne des chiens guides.

D'après lui, aucune statistique claire n'existe, il y a un manque patent de chiens guides et de maîtres-chiens dans l'ensemble de l'Europe, à l'exception du Royaume-Uni. Le gouvernement belge demande plus de chiens, mais former de nouveaux maîtres-chiens et élever de bons chiens prend du temps – du temps et de l'argent bien sûr.

Les maîtres-chiens du centre doivent montrer autant de douceur et d'attention envers les personnes qu'ils ne le font en chuchotant à l'oreille des chiens. M<sup>me</sup> Driesmans est assistante sociale diplômée et maître-chien. Elle doit comprendre le handicap du nouveau propriétaire et être capable de communiquer son expérience des chiens aux personnes malvoyantes.



Quand Baily rentre de sa promenade, elle est toujours dans son harnais et reste étonnamment calme. À partir du moment où le harnais lui est retiré, elle redevient une chienne "normale", qui renifle partout, qui plonge la tête dans le grand sac de course et qui attend impatiemment de rejoindre ses amis du chenil. "Le harnais est le signal. Quand elle le porte, elle est en service, mais quand elle ne le porte pas, elle redevient un autre genre de chien, un animal de compagnie. C'est comme ça que ça doit être", nous commente M<sup>me</sup> Driesmans.



### **Commentaire de Yannīs Vardakastanis, membre du CESE, Groupe III, Grèce**

*La libre circulation est une liberté fondamentale dont tous les citoyens européens doivent jouir. La Fédération européenne des chiens guides illustre la manière dont les représentants des personnes handicapées plaident en faveur de normes de haute qualité en matière de mobilité personnelle et d'accessibilité dans l'ensemble de l'Union européenne. En tant qu'élément*

*du mouvement des personnes handicapées et en collaboration avec le Forum européen des personnes handicapées, la FECG se bat pour que les personnes handicapées soient impliquées dans tous les processus décisionnaires qui les concernent et pour que l'égalité des chances devienne une réalité pour tous au sein de l'Union européenne.*



# Innovation Express – stimuler les jeunes entrepreneurs finlandais

## QUI

Réseau de jeunes étudiants et entrepreneurs finlandais

## PROBLÈME

Absence d'esprit de création de startups en Europe

## SOLUTION EUROPÉENNE

Règles uniformes pour la création d'entreprises en Europe, et l'entrepreneuriat dans les programmes scolaires Comenius de l'Union européenne

Lorsque le réseau des jeunes entrepreneurs finlandais est arrivé à Bruxelles le 12 novembre 2012, ils étaient armés d'un manifeste qu'ils ont remis à la Commission européenne au bureau de représentation d'Helsinki.

Innovation Express est une tournée organisée par LaureaES, une ONG qui encourage l'entrepreneuriat étudiant. En coopération avec plusieurs universités du Sud de la Finlande, qui ont cofinancé le voyage, tous les visiteurs étaient étudiants et entrepreneurs.

Bruxelles était le premier arrêt de leur tournée européenne. Strasbourg, Nice et Barcelone étaient les villes suivantes de leur itinéraire; le groupe a voyagé en train, avec un InterRail Pass. Les étudiants avaient droit à huit jours de voyage en train sur le continent plus le

logement, mais ils ont dû payer eux-mêmes leur vol aller-retour Helsinki-Bruxelles. À Nice, ils ont visité l'université de Sophia-Antipolis, qui a la réputation d'être un incubateur prospère de startups de haute technologie. Barcelone a été choisie pour sa forte tradition en matière d'innovation.

Les formalités administratives compliquées constituent l'un des problèmes dissuasifs pour les entrepreneurs. Innovation Express croit tenir la recette pour créer un terrain plus fertile pour les jeunes entrepreneurs européens: le principal ingrédient consisterait en des règles uniformes pour la création d'une entreprise dans tous les pays européens, et à se débarrasser de la bureaucratie. L'idée est que "la politique doit soutenir l'entrepreneuriat au lieu de réglementer son comportement."

## Permis d'échouer

Il est également important d'être autorisé à échouer. Plusieurs tentatives infructueuses de création d'une entreprise se cachent derrière de nombreuses grandes réussites. Le manifeste demande par conséquent un changement d'attitude des dirigeants européens pour que les entrepreneurs qui échouent ne perdent pas leur crédibilité. "Les échecs comme les réussites sont (doivent être) célébrés comme des éléments importants d'apprentissage et de progrès".



L'esprit d'entreprise doit être encouragé dès le tout début. Si l'Europe doit produire beaucoup plus d'entrepreneurs, les pays devront s'y mettre dès l'école. Dans le manifeste, Innovation Express suggère que *"l'esprit d'entreprise [doit être] enseigné dès les toutes premières années d'école"*.

Cela a frappé de plein fouet Simone Baldassarri de la DG Entreprises de la Commission. Il était invité à rencontrer les étudiants au bureau de représentation d'Helsinki à Bruxelles afin d'y recevoir le manifeste. Il a expliqué que la Commission était consciente de cette "fracture entrepreneuriale" qui devait être comblée.

*"L'enseignement peut stimuler l'esprit de création d'une entreprise, mais il peut aussi anéantir ce même esprit"*, a-t-il déclaré, en ajoutant que l'esprit d'entreprise ne se limite pas à la création d'une entreprise, il s'agit également d'une compétence clé. La majorité des étudiants qui ont appris l'entrepreneuriat et la gestion d'entreprises pendant leurs études ont trouvé un emploi par la suite. Les étudiants qui n'ont pas étudié ces matières ont rencontré de plus grandes difficultés.

## Esprits créatifs

La Finlande obtient les meilleurs résultats dans les évaluations internationales des systèmes d'enseignement. M. Baldassarri a rappelé ce point aux étudiants et a déclaré que de nombreux autres pays, qui ont des écoles plus conservatrices, ne risquent pas de promouvoir des entrepreneurs dotés d'esprits créatifs.

Un des participants au voyage, Matti Lamminsalo, est PDG de la société informatique qu'il a créée il y a quelques années, laquelle vend des applications reprenant les endroits à la mode de la vie nocturne, jusqu'à présent uniquement à Helsinki. La popularité de l'application l'été dernier a incité M. Lamminsalo à penser que le ciel est la seule limite géographique à sa volonté d'entreprendre. Il espère créer un partenariat avec des publications de listes établies dans de grandes villes européennes et lier son application aux médias sociaux. L'idée serait de découvrir où se trouvent vos amis Facebook et de les rejoindre.

Le jeune homme de 24 ans compte aujourd'hui deux partenaires commerciaux et six employés, et il est convaincu que sa société peut se développer à un rythme effréné.

*"Tout a commencé parce que je pensais qu'il fallait un moyen de savoir ce qu'il se passe en ville via son Smartphone. Cette application vous permet de trouver le bar karaoké le plus proche ou le prochain tournoi de poker, par exemple. Elle peut également être liée à la location d'un appartement. Vous aurez peut-être envie de savoir à quoi ressemble la vie nocturne dans le quartier. Les bars et clubs paient un montant forfaitaire mensuel de 100 € pour apparaître dans notre appli: une publicité très bon marché."*

Porté par un enthousiasme contagieux, M. Lamminsalo pense que les jeunes entrepreneurs doivent obtenir des crédits universitaires pour leur travail, comme cela a été le cas pour lui lors des études qu'il a entreprises pour sa société.

*"Le programme scolaire devrait aussi comporter l'entrepreneuriat. Cela crée un mode de pensée"*, nous dit M. Lamminsalo. *"Je peux terminer mes études au printemps prochain, grâce à ce système qui me permet d'utiliser ma société comme exemple de ma pratique. Sinon, il m'aurait fallu dix ans pour les terminer, car ma première priorité reste ma société."*

## Commentaire de Ján Oravec, membre du CESE, Groupe I, Slovaquie



© EESC

*J'ai été tout excité quand j'ai entendu parler de l'initiative intéressante développée par de jeunes entrepreneurs finlandais: leur tournée européenne avec leur manifeste sur la manière de promouvoir l'entrepreneuriat. Le baromètre européen de l'entrepreneuriat de 2010 montre qu'un nombre beaucoup plus important de Chinois (plus de 70 % de la population) que d'Européens (à peine près de 50 %) préfèrent de nos jours le statut d'indépendant à celui de salarié. L'Europe n'a aucun*

*avenir sans entrepreneurs. Nous devons donc nous réveiller maintenant, tous autant que nous sommes! Les jeunes entrepreneurs finlandais ont montré des priorités très bien définies: apprentissage de l'entrepreneuriat dès l'école maternelle, amélioration de l'environnement commercial en supprimant les formalités administratives, encouragement de la prise de risque et permis d'échouer comme élément nécessaire des efforts à consentir pour réussir. Ce sont également mes priorités à long terme lorsque je représente les entrepreneurs slovaques auprès des politiciens et des décideurs politiques tant au niveau national qu'européen. Je me réjouis de défendre ces priorités avec une nouvelle génération de jeunes entrepreneurs!*



# Les jeunes ambassadeurs européens antidopage

## QUI

Réseau de jeunes athlètes apprenant à leurs pairs à rester à l'écart du dopage

## PROBLÈME

Culture galopante du dopage, même dans les sports amateurs et de loisirs

## SOLUTION EUROPÉENNE

Financement à long terme pour renforcer la lutte contre le dopage

La lutte contre le dopage peut se révéler une bataille ardue. Elle ne doit toutefois pas être réservée à la petite élite des meilleurs sportifs mondiaux, car le problème touche aussi fortement le niveau junior et les amateurs des clubs de remise en forme. La meilleure manière d'atteindre ces groupes est d'exercer une pression intelligente sur les pairs.

C'était le point de départ du projet de la Fédération allemande des sports pour les jeunes, la Deutsche Sports Jugend (DSJ), où Rebekka Kemmler-Mueller est responsable du projet qui vise à établir un réseau de jeunes ambassadeurs européens antidopage.

*"Le message transmis par les grandes organisations sportives effraie les personnes qui ne l'écoutent pas en raison de son ton autoritaire et prohibitionniste. Nous sommes persuadés qu'un moyen plus efficace de transmettre le message antidopage est de renforcer la confiance en soi des jeunes athlètes",* explique Rebekka Kemmler-Mueller.

## **Mentalité antidopage**

La Commission européenne a accepté le projet pilote, qui s'est déroulé du 1er décembre 2010 au 31 mars 2012, dans le cadre de l'action préparatoire dans le domaine du sport pour 2010-2012. Le principal objectif était de créer une mentalité antidopage. La commissaire européen responsable des sports, Androulla Vassiliou, s'est personnellement intéressée au programme.

Le projet relatif aux ambassadeurs antidopage, lancé par la DSJ, est spécifiquement destiné aux jeunes athlètes. Il consiste à éduquer ceux-ci lors d'ateliers où ils apprennent les bases des effets du dopage, les contrôles du dopage, les substances interdites, la psychologie et peuvent acquérir des compétences communicationnelles. Ils sont ensuite renvoyés à la maison pour passer le message à d'autres jeunes athlètes, qui le communiquent à leur tour à d'autres.

Le problème est énorme. Selon une étude allemande, 25 à 50 % de tous les athlètes utilisent des substances dopantes. La marijuana est la plus fréquemment utilisée par les jeunes athlètes.

*"Pour que le projet se poursuive, l'Union européenne exigeait une réussite mesurable, ce qui était presque impossible à prouver, du moins en chiffres, mais nous sommes convaincus que notre manière de communiquer le message antidopage est la plus efficace",* nous déclare M<sup>me</sup> Kemmler-Mueller.

La DSJ se retrouve maintenant avec un certain nombre d'ambassadeurs antidopage extrêmement motivés qui ne bénéficient pas des financements nécessaires pour pouvoir entreprendre d'inspirer aux jeunes athlètes et sportifs amateurs la volonté d'adhérer à l'objectif fixé: une "mentalité antidopage à l'échelle européenne dans le secteur de la jeunesse", pour reprendre la formule qui figure dans le programme de la Commission européenne.

## Rugby et bobsleigh

J'ai discuté avec deux de ces ambassadeurs, que j'ai rencontrés pendant le programme de formation et avec lesquels je suis resté en contact depuis lors: le joueur de rugby de 24 ans, Nils Avanturier, français, et Danej Navrboc, membre de l'équipe nationale slovène de bobsleigh âgé de 21 ans et instituteur maternel qualifié.

Selon M. Avanturier, la formation de quatre jours de juin 2011, organisée à l'aide du financement du projet de la Commission européenne, était excellente. Lui et M. Navrboc se souviennent surtout des témoignages de trois athlètes de l'ancienne RDA, dont l'un était Andreas Krieger, un ancien champion du lancement de poids, né sous le nom d'Heidi. L'athlète était fortement dopé aux stéroïdes à son insu par son entraîneur et a ensuite subi une opération de changement de sexe. Il souffre aujourd'hui de douleurs chroniques et consacre sa vie à faire campagne contre le dopage.

*"La formation était fondée sur la compréhension interculturelle parce que le dopage est vu différemment dans les différents pays. Un autre thème était la psychologie du sport et la manière de renforcer l'estime de soi des athlètes. Nous avons également utilisé des jeux de rôle, ce qui était très bien."*

Les participants se sont constitués en équipe et ont utilisé leurs nouveaux outils pour faire passer le message antidopage aux athlètes de leurs pays respectifs. En janvier 2012, ils se sont de nouveau réunis en marge des Jeux olympiques d'hiver de la jeunesse, à Innsbruck.

*"Tout le monde s'est rendu compte qu'ils avaient progressé dans la transmission de ce message", déclare Nils Avanturier.*

Danej Navrboc est en congé de son emploi à la maternelle, car il s'entraîne pour l'instant à plein temps pour les Jeux olympiques d'hiver de Sochi en 2014. Il nous a dit, à son retour d'une séance de formation à Sochi, ne pas avoir perdu son optimisme. Il a du mal à croire que les efforts des ambassadeurs antidopage passeront inaperçus et espère que la Commission européenne proposera un moyen de poursuivre le financement de leur campagne.

*"Notre équipe en Slovénie a probablement atteint 3 500 jeunes athlètes. Il est tellement important de réunir les juniors et les amateurs de sports et de leur transmettre le message antidopage. Les grandes associations s'intéressent essentiellement à l'élite sportive, mais la prévention a plus d'impact si vous atteignez des sportifs et sportives plus jeunes", déclare-t-il.*

## Commentaire d'Alfredo Correia, membre du CESE, Groupe II, Portugal

*Le sport contribue largement à la santé physique et mentale de nos citoyens ainsi qu'aux valeurs de discipline et d'esprit d'équipe. Il permet par ailleurs d'améliorer l'intégration sociale. Le CESE reconnaît le problème du dopage dans le sport. Nous avons besoin d'une discussion au niveau européen entre les États membres sur la manière de lutter contre ce fléau social. Celui-ci fait courir des risques à la santé des sportifs amateurs tout en dénaturant les véritables idéaux du sport. Le travail réalisé par les ambassadeurs antidopage illustre très bien ce que l'on pense de ce problème au CESE.*



# Rentabilité et intégration sociale – l'exemple suédois

## QUI

Chaîne de restauration rapide suédoise

## PROBLÈME

Difficultés à recruter du personnel à long terme et exclusion sociale

## SOLUTION EUROPÉENNE

Inclusion dans le Fonds social européen d'une politique de recrutement active pour les personnes handicapées et partage des meilleures pratiques dans un centre d'excellence européen

Ils ont été rangés dans la catégorie des "hamburger jobs", ce qui peut expliquer pourquoi la chaîne de restauration rapide suédoise avait du mal à recruter du personnel fiable pour ses restaurants éparpillés dans toute la Suède.

La chaîne exploite plus de 90 restaurants en Suède et en Norvège et compte 3 500 collaborateurs. Depuis 2005, plusieurs centaines de ceux-ci ont été recrutés par Samhall, entreprise publique suédoise chargée de fournir une formation significative et des emplois à des personnes souffrant de différents handicaps.

## Centre d'excellence

La société se développe, peut-être mondialement, en forgeant son expérience sur le recrutement non conventionnel. Elle demande aux institutions européennes de créer un centre d'excellence européen, qui utilisera l'expérience du recrutement de personnes marginalisées et qui considérera leur handicap comme une force plutôt que comme une faiblesse.

*"Nous n'avons jamais envisagé cela comme un coup publicitaire, afin d'obtenir une couverture favorable, mais ça a pris ce tour. Grâce à notre politique de recrutement, nous n'avons jamais dû faire de publicité. Nous ne le mentionnons même pas sur notre page Web. La clef de la réussite commence par les valeurs fondamentales. Nous ne pensons pas que le remboursement obtenu pour le recrutement de personnes handicapées constitue un facteur primordial. Cela peut représenter une incitation importante, mais c'est secondaire par rapport à l'attitude",* pense Pär Larshans, responsable du développement durable.

C'est la raison pour laquelle la société demande au Fonds social européen (FSE) d'adopter et de suivre son idée de perspective fondée sur les valeurs en ce qui concerne l'inclusion des personnes handicapées dans la nouvelle période de programmation de 2014-2020.

*"Cela commence par l'attitude des directeurs, qui suivent un programme de formation. Ils doivent être confrontés à leurs propres préjugés. Cela leur permettra de gérer des employés ayant des besoins différents",* poursuit M. Larshans.



Il a rejoint l'entreprise familiale il y a 26 ans. M. Larshans a, en sa qualité de directeur des ressources humaines, commencé à s'inquiéter de la situation démographique en 2002. Le vieillissement de la population ne manquerait pas de rendre le développement de la société de plus en plus difficile, simplement parce qu'elle ne trouverait pas de personnel à engager.

*"Les jeunes de 18 ans fraîchement sortis de l'école n'étaient pas intéressés par un travail dans un établissement de restauration rapide. S'ils le faisaient, ils ne restaient pas longtemps. Ils voulaient devenir millionnaires dans le domaine informatique. La rotation de notre personnel était forte et ce n'était pas bon pour les restaurants."*

## Pioneer

M. Larshans s'est rendu compte qu'il devait élargir son horizon de recherche de nouveau personnel. Il a contacté Samhall, société active sur 250 sites répartis dans toute la Suède et occupant 20 000 collaborateurs. Le pionnier a été Lars Andersson, qui a commencé à travailler il y a six ans dans le restaurant de sa ville natale de Piteå, dans le Nord de la Suède.

M. Andersson travaillait chez Samhall depuis trois mois quand il s'est vu proposer un emploi à l'essai en tant que hôte de restaurant. Il souffre de déficit de l'attention et de dyslexie. Il était sans emploi depuis 12 ans et avait perdu confiance en soi après d'innombrables entretiens d'embauche ratés avec des employeurs incapables de voir son potentiel particulier.

En tant que responsable de restaurant, il doit veiller à ce que les clients soient bien reçus et informés des offres spéciales, et que le restaurant soit propre et accueillant. Cet emploi convient très bien à son attitude avenante. Quand il a signé son premier contrat, il avait peine à y croire. Le sentiment d'être intégré, écouté, respecté et bon dans son travail a littéralement changé sa vie.

*"Je me suis acheté un ordinateur portable avec mon premier salaire. Il a amélioré ma dyslexie. Depuis lors, je me suis marié et mes parents adoptifs sont très fiers et heureux. Ce qui est différent, c'est que les patrons sont conscients de mes capacités et qu'ils savent comment aborder mes handicaps. J'ai aussi reçu une formation de base en psychologie avant de commencer, laquelle est utile quand le client s'énerve parce qu'il a reçu le mauvais hamburger, par exemple. Mon employeur a adapté les heures de travail à mes besoins physiques. Je travaille en équipes de jour et un week-end sur deux, bien que les restaurants soient ouverts jusqu'à minuit", déclare M. Andersson. "Cela m'a donné confiance en moi."*

Depuis qu'il a obtenu ce travail, il a dû s'habituer à faire des discours sur son parcours d'intégration et sur ce que cela a signifié pour lui. *"Au début, il leur était facile de dire que ma réussite était un heureux coup du sort, que je ne serais pas capable de suivre. Maintenant que cela fait six ans, ils ne peuvent plus le dire."*



## Élargissement du recrutement

M. Larshans souhaite élargir son recrutement aux immigrés qui sont arrivés en Suède et qui rencontrent les mêmes difficultés pour trouver un emploi. Il est convaincu que ce groupe de personnes présente un énorme potentiel et a lancé un programme baptisé "Manager 2018", qui prévoit de recruter des hôtes de restaurant en vue de les former pour devenir directeurs dans les cinq ans.

*"Nous avons besoin de cette diversité. Si ces jeunes collaborateurs travaillent bien, nous leur offrirons des emplois de directeurs de restaurant dans leur pays d'origine, en ayant d'abord reçu une formation en Suède", conclut M. Larshans.*

### Commentaire de Marie Zvolská, membre du CESE, République tchèque, Groupe I



© EESC

*L'exemple suédois illustre la manière d'utiliser le Fonds social européen, l'instrument essentiel pour soutenir la mise en œuvre de la stratégie européenne pour l'emploi.*

*Les investissements doivent être destinés au développement des ressources humaines, à l'amélioration des compétences, et à la réinsertion sur le marché de l'emploi des travailleurs licenciés.*

*Il faut cependant accorder la priorité à la création d'emplois de qualité, à la croissance durable et à l'intégration sur le marché du travail et dans la société des groupes sociaux vulnérables que sont les jeunes, les femmes, les immigrés, les chômeurs de longue durée, les personnes les plus à l'écart du marché du travail, les personnes âgées et les personnes handicapées, et les minorités ethniques, afin d'accroître la compétitivité de l'Union européenne et de réaliser les objectifs de la stratégie "Europe 2020".*

*D'après l'avis du CESE "Le futur du Fonds social européen après 2013", un certain nombre d'améliorations doivent être apportées à la mise en œuvre des procédures et aux aspects pratiques de l'accès au financement du FSE: réduction considérable de la bureaucratie, accélération du système de paiement afin de réduire à un minimum les charges financières de ceux qui mettent les programmes en œuvre, et simplification des procédures de facturation et de règlement comptable, par l'utilisation de sommes forfaitaires, par exemple.*



# Permettre à l'Union européenne de jouer un rôle dans la construction de la paix

## QUI

Le Bureau européen de liaison pour la construction de la paix, EPLO

## PROBLÈME

Améliorer les efforts de l'Europe en vue de la construction de la paix et de la prévention des conflits par le biais de la société civile

## SOLUTION EUROPÉENNE

Travailler avec la société civile dans les pays tiers et collaborer avec la société civile de l'Union européenne

Pour Catherine Woollard, directeur exécutif du Bureau européen de liaison pour la construction de la paix (EPLO), "nous sommes ici parce que l'Europe devrait jouer un rôle majeur dans la construction de la paix et la prévention des conflits".

L'EPLO souhaite que l'Union européenne soit mieux reconnue comme un projet de paix, tant au sein de l'Europe qu'à l'extérieur de ses frontières. Catherine Woollard défend le rôle des plates-formes et ajoute que "L'EPLO chapeaute 33 organisations membres européennes. Bruxelles compte plus de 1 000 ONG et les fonctionnaires ne disposent pas du temps nécessaire pour les rencontrer toutes. Il est clair que ni le personnel du Service européen pour l'action extérieure, ni celui du Service extérieur de l'Union européenne ne suffisent à cette tâche.

*Du point de vue des ONG, le Bureau permet, à moindres frais, d'avoir une représentation efficace à Bruxelles sans devoir employer de personnel ni louer d'espace de bureau; nos membres paient une cotisation annuelle qui va de 1 000 à 10 000 euros en fonction de la taille de l'organisation."*

M<sup>me</sup> Woollard souligne que le mandat donné par ses membres à l'EPLO est suffisamment clair pour permettre de parler d'une seule voix à Bruxelles.

## Une seule voix

*"Nous avons pour mission de renforcer les politiques afin de permettre à l'Union européenne de prévenir les conflits violents et de promouvoir la paix de façon plus active et plus efficace. Voilà pourquoi nous devons être à Bruxelles. Je ne désire qu'une chose: avoir plus de membres. Plus nous rassemblerons de compétences, plus notre légitimité sera grande."*

L'assemblée générale de l'EPLO s'est tenue en novembre 2012 et a approuvé une stratégie pour une durée de trois ans. Celle-ci permettra de se souvenir des demandes des membres et donnera la possibilité au bureau de Bruxelles, composé de huit personnes, d'être prompt à intervenir et à répondre aux questions des membres. L'EPLO est un système de contrôle qui fonctionne bien, selon M<sup>me</sup> Woollard. À ses yeux, "notre rôle consiste à être à la fois gardien et spécialiste lorsque nous apportons notre compétence dans notre domaine".



© Emily von Sydow



M<sup>me</sup> Woollard passe énormément de temps à rencontrer des fonctionnaires et à participer à des conférences ou à en organiser, lorsqu'elle n'est pas en train de rédiger des rapports. Alors que nous nous promenons dans l'espace de l'Union européenne, elle ne cesse de saluer des personnes, ce qui laisse penser que son réseau de relations est étendu. Pour elle, *"il y a assez de lobbies représentant l'industrie de l'armement à Bruxelles."* De nombreuses personnes faisaient la file pour lui parler à la fin d'une conférence sur le rôle de l'Union européenne dans la construction de la paix organisée conjointement par le Centre d'études des politiques européennes et le Finnish Peace Institute, et au cours de laquelle elle avait évoqué la question essentielle du rôle du SEAE.

## Le Prix Nobel de la Paix

En sa qualité de spécialiste du rôle de l'Union européenne dans la construction de la paix, M<sup>me</sup> Woollard pense que le Prix Nobel de la Paix est mérité et *"extrêmement important"*. Elle interprète la motivation du comité comme un bon rappel des enjeux réels de l'Union européenne. Elle espère que ce prix améliorera les capacités de l'Union européenne à construire la paix comme elle l'a fait jusqu'ici, avec succès, au sein de l'Europe. Elle ajoute qu'il devrait également *"appeler la nécessité de combattre le nationalisme et l'extrémisme au sein des États membres de l'Union européenne"*.

La signification du terme *"société civile"* varie d'un État membre à l'autre. Chez les nouveaux membres, la société civile a représenté une force considérable dans la transition qui a suivi l'ère communiste et elle continue de jouer un rôle important. Dans le Sud de l'Europe, la société civile s'appuie souvent soit sur des militants des mouvements citoyens soit sur une frange élitiste animée par les groupes de réflexion. Cette réalité se retrouve dans la manière dont les fonctionnaires rencontrent des organisations comme l'EPLD. Elle reconnaît que *"certains fonctionnaires peuvent se montrer très sceptiques face à la société civile"*.

Les rapports hautement professionnels produits par l'EPLD, comme l'étude du SEAE qui comporte 43 recommandations spécifiques - devraient pouvoir combattre ces préjugés. *"Lorsque, un an plus tard, nous avons revu la situation, nous avons été heureux de constater que certaines recommandations que nous avons proposées avaient été adoptées."* M<sup>me</sup> Woollard ne cesse d'insister sur la qualité des études.

Il n'y a pas de place pour les compromis ou les messages creux. L'EPLD collabore régulièrement avec d'autres plates-formes mais publie rarement des documents en commun avec d'autres groupes de coordination qui poursuivent des intérêts semblables; en effet, à cause du consensus exigé entre les auteurs, les rapports risquent de perdre leur côté analytique.

## Une bonne analyse

Elle conclut que *"la bonne qualité de l'analyse suscite l'écoute des responsables politiques et des fonctionnaires"*.

Les débuts de l'EPLD datent de 2001 mais la collaboration de M<sup>me</sup> Woollard remonte à quatre ans. En 2010, le bureau a obtenu une subvention européenne considérable afin d'organiser et de faciliter ce qui est connu sous le nom de *"réseau de dialogue au niveau des sociétés civiles"* (en anglais: Civil Society Dialogues Network (CSDN)).

*"Notre responsabilité consiste à organiser le dialogue entre les décideurs politiques de l'Union européenne et la société civile autour de questions relatives à la paix et aux conflits. La responsabilité nous a été*

confiée d'organiser 40 dialogues entre les institutions et la société civile. Ainsi, en juillet, à Bruxelles, nous en avons organisé un avec des représentants de la société civile libyenne."

M<sup>me</sup> Woollard s'inquiète des réductions budgétaires proposées pour le SEAE: ces diminutions pourraient affecter la capacité d'action extérieure de l'Union européenne. Elle soutient que "ce service manque déjà de personnel." "Notre succès dépend de la manière dont notre étude est reçue et de la présence de personnes qualifiées chez les interlocuteurs."

À la question de l'indépendance de l'organisation principalement financée par les institutions de l'Union européenne, elle répond: "Je préférerais ne pas recevoir de financement de l'Union européenne et ne dépendre que des cotisations des membres et des apports d'autres bienfaiteurs comme l'organisation des Quakers et la Joseph Rownee Charitable Trust. Cela dit, je ne pense pas que les rapports que nous avons publiés après avoir reçu l'aide de l'Union européenne diffèrent beaucoup de ceux que nous publions avant. Parfois, nos membres nous accusent d'être trop pro-européens." Mais elle reconnaît qu'"il est difficile d'exercer une réelle influence sur la politique de l'Union européenne en étant une ONG eurosceptique".



© EESC

### **Jane Morrice, membre du CESE, groupe III, Royaume-Uni**

*J'ai eu plusieurs fois l'occasion de travailler avec l'EPLO lors de la rédaction de mes avis sur la stratégie de l'Union européenne en matière de construction de la paix en Irlande du Nord et au-delà. C'est une organisation très professionnelle et réputée qui réalise un travail précieux pour ses membres. C'est une organisation dont les compétences sont à la fois fiables et influentes car elles procèdent directement des ONG qui travaillent sur le terrain de la construction de la paix et de la prévention des conflits. L'EPLO est une organisation de pointe qui doit sa réussite à l'expérience acquise dans ces domaines ainsi qu'à une connaissance et une compréhension des coulisses du pouvoir dans l'Union européenne.*

## **Tirer les leçons de l'expérience**

Bien entendu, les réussites des organisations de la société civile au niveau européen dont il est ici question ne s'expliquent que par l'action de personnes compétentes et dévouées. Le défi que l'Union européenne doit relever, c'est de se montrer assez d'ouverture pour construire sur ces ambitions.

Dans le cas des chiens guides, il peut être utile de faire partie d'une structure plus grande comme le Forum européen des personnes handicapées, qui peut relayer et servir de caisse de résonances aux préoccupations partagées. Par contre, il semble parfois que les plates-formes, quelquefois appelées organes de coordination, puissent aussi fonctionner comme un frein, car elles sont prises dans un système qui les oblige à ressembler aux institutions auxquelles elles ont affaire. Bob Roesman, vétérinaire au conseil d'administration de la Fédération européenne des chiens guides, affirme qu'il est difficile de

comprendre les différents niveaux de prises de décisions au sein de structures plus importantes comme le Forum des personnes handicapées. Elles sont de plus en plus marquées par la bureaucratie, par la lourdeur et le nombrilisme et acquièrent une fâcheuse tendance à développer des querelles internes.

Si la structure de coordination tourne à la coordination de coordinations, il devient très difficile de savoir qui exactement appartient à l'organisation. Il existe un réel danger de voir les plates-formes se mordre la queue et chercher à perpétuer leur propre organisation en circuit fermé, laissant en rade les citoyens pour qui elles sont censées travailler.

Malgré cela, M<sup>me</sup> Woollard attire notre attention sur le côté avantageux d'être un organe de coordination. Ce statut permet de rencontrer les fonctionnaires européens et permet à des organisations locales d'être représentées à Bruxelles dans des conditions réalisables financièrement. Dans le cas de l'EPLO, le bureau de Bruxelles reçoit un mandat clair des membres, de sorte que l'incertitude liée au fait de représenter de nombreux membres n'a plus de raison d'être.

Les conseillers politiques recommandent également à la société civile d'avoir recours à des structures collectives de coordination d'associations dans les pays tiers. Selon une étude de l'Institut universitaire européen réalisée par Natalia Banulescu-Bogdan, il est plus efficace de traiter dans un domaine spécifique avec un interlocuteur unique plutôt que de travailler avec de multiples interlocuteurs de moindre importance qui s'avèrent parfois être en concurrence.

## Le nerf de la guerre

L'argent est toujours un problème, comme d'ailleurs la question de la crédibilité et de l'indépendance. Quand votre travail est financé par des fonds européens, le risque est évidemment de devenir "la voix de votre maître", fait remarquer Pedro Sánchez de la FSESP.

Dans un rapport intitulé "les amis de l'UE" publié par IPN, groupe de réflexion sur le libre-échange, les auteurs Caroline Boin et Andrea Marchesetti montrent comment dix grandes ONG environnementales, les "Green 10", présentes à Bruxelles, sont largement financées par l'Union européenne. Ainsi, la moitié du budget de "Friends of the Earth", provient des caisses de l'Union européenne. Les chercheurs mettent en question l'indépendance d'organisations qui bénéficient des largesses de l'Union pour leur financement.

Le système de contrôle légitime associé au partage de l'argent rend le financement très compliqué. C'est pourquoi il est raisonnable de financer des projets à plus long terme. Le projet des ambassadeurs "antidopage", par exemple, a fonctionné pendant moins d'un an pour se retrouver orphelin aujourd'hui. La recherche de fonds européens semble être devenue une profession à temps-plein pour certains. Cette quête n'est pas à la portée des plus petites associations qui doivent dépendre de fédérations ou de plates-formes pour avoir accès à ces fonds.

Certaines associations et ONG ont, par exemple, renoncé à lancer une ICE à cause de son coût trop élevé. Il semble qu'il y ait une demande de nouvelles filières de financement qui n'impliqueraient pas les lignes budgétaires européennes. Nous pensons à l'idée du président Nilsson de recourir à une cotisation mais aussi à des dons privés et à d'autres campagnes de financement. À titre d'exemple, l'association belge des chiens guides récupère des bouchons de bouteilles en plastique et les vend ensuite à une entreprise de fabrication de polymères qui les recycle.

La "Community foundation for Ireland" a mis sur pied un site Internet simple pour la collecte des dons: les donateurs peuvent financer les causes auxquelles ils croient et ceux qui ont besoin de fonds peuvent s'inscrire. C'est un exemple qui peut servir à l'organisation de la société civile dans d'autres pays également. Le "Solstice Festival" à Cork, qui se présente comme une "plate-forme pour les artistes émergents, l'expérimentation et la communauté", a utilisé la même idée pour organiser son financement: l'association propose des formules attractives pour les sponsors, les amis et les mécènes qui reçoivent un traitement VIP en échange de leurs dons.



# III. Être un citoyen actif

PEOPLE

Demander d'être un citoyen actif et de s'intéresser à la manière dont la communauté fonctionne peut sembler aberrant alors que la montre dirige vos agendas et que vous éprouvez des difficultés à organiser vos activités essentielles. Le défi ne fait que se compliquer si, en plus, vous êtes un nouveau venu, que vous ne dominez pas la langue ni les codes sociaux de votre nouvel environnement.

La mobilité s'accroît chez les Européens: ils quittent leur pays d'origine pour s'établir dans d'autres États membres de l'Union européenne tandis que de nouveaux citoyens arrivent dans l'Union et apportent d'autres traditions dans leurs bagages. Cette mobilité n'est pas seulement volontaire mais souvent imposée par la réalité économique: des citoyens quittent des marchés de l'emploi tendus pour chercher un travail ailleurs. Ce phénomène, parmi d'autres, donne un nouveau sens à l'identité européenne. Dans une société de plus en plus hétérogène, nous luttons parfois pour trouver un objectif commun, un sens commun d'appartenance.



© Shutterstock

## L'identité européenne

La société civile peut jouer un rôle important dans le façonnement de cette identité et dans ce qui est parfois qualifié d'*appropriation* partielle dans votre communauté.

Le ralentissement de l'activité économique a touché les associations européennes de deux manières: d'une part, la demande de services n'a jamais été aussi grande et d'autre part, les États membres réduisent leur financement. En même temps, les budgets des associations qui, de l'avis général, n'avaient cessé de croître depuis

les années 50, s'érodent: les recettes provenant des membres ont chuté tout comme les apports des donateurs privés.

Néanmoins, le travail fourni par la société civile pour le rapprochement communautaire peut aider à résoudre la crise économique, comme l'explique Valérie Fourneyron, membre du gouvernement français lors d'un entretien au journal *Le Monde*, le 25 octobre 2012: *"En termes d'emploi, de projets ou de création de nouvelles solidarités, .... les associations contribuent à l'élaboration d'une nouvelle façon de vivre ensemble. Elles sont une réponse à la crise des valeurs."*

M<sup>me</sup> Fourneyron fait remarquer que participer à des associations et à la vie de la communauté peut jeter des ponts importants au sein de la société au profit des jeunes en difficulté scolaire ou qui peinent à trouver un emploi.

## La confiance

La ministre reconnaît que *"la participation des jeunes à la société civile est stable depuis 20 ans. Il semble qu'ils aient plus confiance dans les institutions des associations que dans celles de la République"*.

Elle aborde la question de la confiance qui est au cœur de la démocratie. Les citoyens se méfient peut-être des institutions mais gardent leur confiance dans la société civile.

La méfiance se retrouve également dans les nouveaux États membres, la presse et les sociologues y font largement écho. La crise financière n'a pas seulement eu pour effet de mettre à mal la situation économique du citoyen, elle a également été source de désillusion face au système politique et face à la participation à l'Union européenne. Dans les divers pays, les universités réalisent des recherches à ce sujet. Le climat économique actuel a également exacerbé l'insatisfaction vis-à-vis de la démocratie moderne. L'émergence de mouvements politiques critiques de l'establishment, extrémistes et très nationalistes, traduit cette insatisfaction.

Une fois de plus, la société civile, qui développe une approche ascendante, pourrait constituer un lien entre les institutions et les citoyens. Le professeur Attila Agh de l'Université Corvinus de Budapest a décrit cette approche dans un rapport présenté le 16 novembre 2012 à Budapest lors de la conférence sur *la démocratie et la liberté en Europe centrale et orientale*, organisée à l'initiative du groupe de réflexion européen progressiste (FEPS) et de trois groupes de réflexion hongrois. Le professeur Agh souligne que seule une Europe plus juste pourrait enrayer le leurre de l'autoritarisme.

Les temps changent également pour ce qui concerne les loyautés. Il y a peu de chance que nous gardions le même employeur toute notre vie. Même si l'entreprise survit, elle changera probablement de propriétaire. Nous pourrions être appelés à changer de travail et à développer de nouvelles compétences parce que celles que nous avons acquises ne correspondront plus à la demande d'une économie en rapide mutation.

## La mobilité comme objectif

L'allongement de la longévité remet également en cause l'idée d'une relation à vie et la conception traditionnelle de la structure familiale. La fidélité à notre région, à notre maison, et même à notre ameublement, est mise à rude épreuve, puisque nous déménageons, nos goûts changent et nous voulons simplement du neuf dans un monde qui tourne sans cesse plus vite. Les "bons" citoyens, fidèles à la vision que seule la croissance économique est source de progrès, sont également d'ardents consommateurs.

Nos responsables politiques embraient dans ce sens, et le marché intérieur vise également à stimuler la croissance et la mobilité. Le succès du marché unique repose sur notre aptitude à nous déraciner et à nous déplacer pour nous rendre d'un lieu marqué par le chômage vers des régions qui proposent de l'emploi. Tous ces éléments contribuent à détruire les anciennes structures ou, selon le point de vue, à nous en libérer. Certaines personnes peuvent vivre cette situation comme une perte et une aliénation, alors que d'autres y perçoivent un espace immense qui ouvre de nouvelles perspectives.

Philippe Van Parijs, philosophe belge à l'Université d'Oxford, voit dans une nouvelle identité collective européenne une manière de combattre l'individualisme radical encouragé par la pensée économique actuelle. Il considère que la pensée à court terme menace notre sens de la communauté.

Notre mobilité renforce la tendance individualiste. Afin de reconstruire une identité collective à long terme, M. Van Parijs propose des actions tant au niveau local, comme l'organisation de fêtes de quartiers, qu'au niveau européen, où le CESE peut jouer un rôle. La société civile organisée a hérité une nouvelle tâche: compléter le sens de l'identité collective des Européens.

Le désintérêt pour la politique officielle est probablement en perte de vitesse, comme le montre la participation élevée des électeurs lors de nombreux scrutins récents. Ainsi, en 2012, les médias ont largement couvert les élections présidentielles aux États-Unis et en France; toutes deux ont connu un taux de participation élevé alors que les élections européennes peinent à susciter le même enthousiasme.

## Des exemples à suivre

La société civile connaît, néanmoins, un renouveau important. La crise économique est devenue un terrain fertile pour toutes sortes de mouvements de protestation et la société civile est devenue un point d'appui de la confiance qui s'est érodée vis-à-vis du pouvoir politique. Nous sommes même témoins d'une nouvelle vague d'engagement dans la société civile parallèlement à l'éveil de la conscience écologique.

L'ONG britannique Food Cycle nous donne un bon exemple de la façon dont la société civile peut jeter des ponts au sein du marché de l'emploi. Les bénévoles de Food Cycle profitent des excédents alimentaires et des espaces libres dans les cuisines pour confectionner des plats nourrissants en faveur des nécessiteux tout en créant un espace communautaire d'échanges.

Les bénévoles sont formés et acquièrent des compétences; leurs chances de trouver un emploi sur le marché sont donc accrues. À ce jour, Food Cycle n'exerce son activité que dans des centres de collectivités du Royaume-Uni, mais ce genre d'activité commune pourrait certainement se propager dans d'autres pays européens. Ces initiatives pourraient même inciter M<sup>me</sup> Fourneyron, membre du gouvernement français, à développer des projets similaires en France.

De cette manière, le rôle de la société civile ne se limite plus seulement à faire passer les nécessaires messages des citoyens aux hommes politiques, elle permet aussi la création de nouveaux liens, de nouvelles loyautés et un sentiment de participation à la société européenne.

En mai 2012, l'un des messages importants de la conférence du CESE a consisté à mettre fortement l'accent sur la nécessité d'utiliser la société civile comme un élément de construction important du bien commun. La société civile est devenue le complément nécessaire de la société du bien-être.



# Votre boîte à outils

Toute association de la société civile de taille européenne a le potentiel de devenir un mouvement de démocratie populaire et d'impliquer 500 millions de citoyens. Les liens que vous créerez par-delà les frontières amélioreront considérablement votre pouvoir de persuasion. Vous trouverez ci-dessous une liste non exhaustive de 10 conseils qui vous permettront de briser la glace et de faire connaître votre association à Bruxelles afin que les décideurs de l'Union puissent être informés de votre message et que vous puissiez entrer en relation avec des citoyens d'autres pays qui partagent vos préoccupations.

Vous devez considérer l'Union comme une machine qui utilise quatre carburants différents:

Le premier, ce sont les relations personnelles que vous devez créer. Ensuite, la méfiance élémentaire que vous aurez à dissiper par des arguments de poids. Les règles strictes sont dues à cette méfiance; elles empêchent par exemple les petits États membres d'être piétinés par les plus grands. Le troisième carburant, ce sont les forces et les menaces extérieures qui forgent l'agenda et pour lesquelles les réponses de l'Union européenne peuvent vraiment apporter une solution au problème. Prenons l'exemple de la grippe aviaire qui a démarré en Asie en 2003 pour toucher ensuite l'Union européenne. Cette crise a clairement révélé le manque de coordination dans le domaine du contrôle des maladies au sein du marché unique; quelques années plus tard, l'Union européenne a créé, en Suède, une nouvelle agence: le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies. La volonté politique de consensus, malgré des positions sensiblement divergentes, vient en quatrième lieu. La façon dont la crise financière a été traitée peut servir d'exemple.

La prise de décision européenne peut sembler byzantine et plus difficile à prédire que les résultats politiques dans vos pays respectifs, notamment parce que le nombre des acteurs est bien plus élevé. La prise de décisions n'est pas linéaire comme dans les démocraties des États membres. La proposition d'un gouvernement national a beaucoup de chances d'être adoptée par un vote du parlement dans lequel le gouvernement dispose d'une majorité. Le chemin que doit prendre la proposition de la Commission est beaucoup plus compliqué. Il y a peu de chances qu'elle soit adoptée sans être amendée en cours de route par le Parlement européen et par le Conseil des ministres. Les décisions politiques de l'Union européenne tiennent compte de nombreuses voix parmi lesquelles se trouve peut-être la vôtre.

## Dix conseils pour réussir dans l'Union européenne

1. Faites votre **devoir** et présentez votre dossier correctement. Si votre budget est limité, évitez les dépliants fantaisistes et limitez-vous à l'essentiel. Il est primordial que l'information passe correctement. Vous devez communiquer de façon claire et si possible vous en tenir à un message concret. Vous pouvez utiliser les puces qui sont agréables à lire et offrent une belle présentation. Votre dépliant et/ou votre site Internet doit être lisible, clair et concis; il doit préciser comment vous contacter, présenter toutes les informations relatives à votre financement et à ceux qui vous soutiennent et décrire succinctement votre histoire. Vous pourrez ainsi dissiper le fond de méfiance.
2. Ne perdez jamais de vue la **dimension européenne** de votre secteur. C'est le quatrième carburant qui opère. Essayez de formuler ce qui pourrait constituer la volonté politique au niveau de l'Union européenne qui permettrait d'atteindre votre objectif. Même si au départ, votre combat est local, vous ne pourrez attirer l'attention des décideurs de Bruxelles que si vous prouvez que votre idée apporte une valeur ajoutée à l'Europe. Un document signé par un groupe de personnes de plusieurs pays membres est infiniment plus percutant et donne beaucoup plus de poids à votre message. Il est important dans ce contexte d'être complet. N'oubliez pas les États de l'EEE comme la Norvège et l'Islande qui, sans être membres de l'Union européenne, appliquent les règles du marché intérieur. L'Islande est candidate à l'adhésion et les institutions européennes souhaitent créer des liens avec

la société civile des pays candidats. Si, par exemple, vous désirez promouvoir une association de yoga, essayez de voir si des associations similaires qui travaillent dans le même sens existent dans les autres régions d'Europe. Une dimension européenne signifie également qu'un combat local peut avoir des effets bénéfiques pour le bien commun européen.

- 3 Trouvez les **canaux adéquats**. Pour cela vous ne pourrez vous contenter d'une connaissance élémentaire du processus de prise de décision. Allez chercher auprès de la représentation locale de l'Union européenne de votre région un guide du processus de décision de l'Union européenne. Vous pouvez également appeler le Centre d'appel Europe direct en composant le numéro gratuit 00 800 6 7 8 9 10 11 valable dans toute l'Union européenne. Partout en Europe et pas uniquement dans les capitales, des relais Europe direct locaux sont à votre disposition. Vous trouverez les coordonnées du bureau local sur le site Internet d'Europe direct. Si vous désirez être rappelé, vous pouvez également envoyer le texto "call me" au +32 472 6 7 8 9 10: un opérateur anglophone vous contactera et vous mettra en communication avec un autre opérateur qui parle la langue de l'Union européenne de votre choix.
- 4 Lorsque vous disposerez de votre guide et des informations fondamentales, il se peut que vous désiriez mieux connaître le Parlement européen et la Commission européenne qui disposent tous deux de bureaux de représentants locaux dans les États membres. Peut-être existe-t-il déjà une plate-forme qui poursuit un objectif semblable au vôtre. Vous pourrez également obtenir des informations auprès du bureau de **représentation de votre pays** dans l'Union européenne. Des fonctionnaires ou des diplomates sont désignés pour suivre les évolutions dans des domaines tels que l'environnement, les affaires sociales, les finances ou l'emploi. Bruxelles et l'Union européenne sont parfois représentées de façon caricaturale comme des refuges pour bureaucrates anonymes, alors que ce sont d'abord des lieux de rencontres. Si vous trouvez la bonne personne en coulisse, vous aurez accompli la moitié de votre travail.
- 5 Un bon carnet d'adresses vous sera utile ainsi qu'un **répertoire des "personnes ressources"**, comme le **Vade-mecum** du CESE que vous pouvez commander en ligne. Il sera beaucoup plus efficace (et certainement beaucoup plus agréable) de commencer par une tasse de café avec une personne bien informée que de lire un document de 50 pages. Cherchez quelqu'un dans un réseau ou dans une association qui a déjà des liens avec Bruxelles. Utilisez vos **capacités à créer des réseaux de relations**. Maintenez vos répertoires à jour tant pour les adresses que pour les numéros de téléphone. La meilleure façon de gagner la confiance est de retrouver, lors de la pause-café de la conférence, la personne déjà rencontrée: assurez ainsi le suivi de la discussion, proposez-lui un lien avec un article ou un élément supplémentaire qui compléteront le puzzle de votre problème. Si vous désirez parvenir à une connaissance plus approfondie, participez aux **conférences**, écoutez non seulement les intervenants mais aussi les questions posées par les participants. Profitez de toutes les manifestations pour rencontrer d'autres personnes. Procurez-vous une copie de la liste des participants et vous aurez un bon aperçu de ceux qui s'intéressent également à la question qui vous préoccupe. Même si cela vous semble démodé, la bonne vieille carte de visite demeure, à Bruxelles, la meilleure façon de communiquer vos coordonnées.
- 6 Soyez au courant des **expressions à la mode ("buzzwords")**. Vous pouvez remettre en cause l'insistance de l'Union européenne à utiliser un type de langage qui devient rapidement un jargon, mais il n'y a pas d'autre solution. Certaines expressions sont des signaux d'alarme et indiquent une directive ou un ensemble de règles qui peuvent s'appliquer à votre projet spécifique.

- 7 Cherchez à **trouver votre place** sur la scène européenne, mettez en lumière les forces vives de votre domaine. Quelles sont les menaces extérieures, le troisième carburant, que vous pourriez utiliser à votre avantage? Qui sont vos alliés naturels? Qui s'oppose à vous? Quels sont leurs arguments? Quelle est la meilleure réponse à donner? N'oubliez pas les carburants, utilisez-les pour affiner vos arguments. Votre message reflétera naturellement ceux que vous représentez: un nombre important d'organisations membres ou un cercle restreint réuni autour d'un intérêt particulier. Plus vous représentez du monde, plus votre message pourra être entendu. Plus votre action sera ciblée, plus votre message devra être pointu.
- 8 Le **calendrier** est d'une importance primordiale. Vous devez être attentifs à l'état d'avancement de la décision qui vous intéresse et discerner quand une rencontre avec un interlocuteur sera possible. Un bon calendrier demande deux choses: tout d'abord, un sens politique qui permet de savoir quand une question est mûre dans l'agenda européen. La seule façon de vous y prendre est de suivre les rapports dans les médias et les éléments que vos contacts vous communiquent régulièrement. Deuxièmement, vous aurez besoin d'un minimum de chance car souvent des éléments indépendants de votre volonté déterminent l'agenda. Si vous avez de la chance, ces éléments coïncideront avec votre proposition. L'idéal est d'anticiper les événements et d'organiser la présentation de votre proposition en conséquence; ce n'est cependant pas facile.
- 9 Des financements de l'Union européenne sont souhaitables mais essayez de trouver d'**autres sources** de financement. Votre crédibilité s'en trouvera renforcée et vous pourrez également planifier votre action à long terme. L'association des citoyens européens (ECAS), dont le siège est à Bruxelles, a publié un guide utile pour le financement des organisations de la société civile par l'Union européenne. Mais le financement ne représente pas tout. Lorsque la société civile est impliquée, il est possible de faire des miracles avec peu de moyens. Cependant, il ne faut pas oublier que le financement par l'Union européenne peut également jeter un doute sur l'indépendance de votre organisation.
- 10 **Soyez vous-mêmes**. Ne cherchez pas à imiter les institutions même si vous devez tenir compte des expressions à la mode. Les arguments que vous avancez ne proviennent pas de la bureaucratie; voilà pourquoi représenter la société civile est en soi une responsabilité importante.

## La route à suivre

L'Union européenne et les associations peuvent vraiment s'apporter mutuellement tout ce qu'elles ont de meilleur; ensemble elles peuvent créer un sens accru d'identité européenne chez les citoyens et donner une plus grande légitimité aux institutions dans la mesure où les décisions sont prises sur base d'une meilleure compréhension des préoccupations réelles des citoyens.

La société civile est un tremplin vers une citoyenneté active et participative. Elle peut ouvrir la porte aux nouveaux arrivants en provenance d'autres pays en leur attribuant un rôle dans la construction de ce que M. Van Parijs appelle l'identité collective - une identité qui dépasse les frontières nationales. Elle offre la possibilité d'unir les citoyens autour d'un thème commun à la communauté, qu'il s'agisse de votre quartier, de votre région ou de l'Europe.

Il est possible d'élaborer l'idée d'une citoyenneté autour d'autre chose que l'exercice du droit de vote ou, comme dans certains pays, l'accomplissement de cette obligation. Il est possible d'élargir la citoyenneté à d'autres éléments qui se retrouvent au sein de la société civile collective.

L'idée exprimée par Jean Monnet, l'un des pères fondateurs de l'Europe, que *"tout part du peuple pour aboutir aux institutions"* ne parle plus aux hommes et aux femmes d'aujourd'hui. Les institutions ne sont pas la réponse aux "maux" des citoyens, mais une écoute intelligente de la part des institutions pourrait le devenir.

Au cours des recherches préparatoires à ce livre, j'ai pris conscience de l'implication et du plaisir que l'on peut trouver dans la société civile européenne ainsi que du nombre extraordinaire de talents à l'œuvre: nous sommes au cœur du travail fondamental de la société, de la construction de la communauté, de la communication avec les citoyens, de la mise en commun des connaissances et des expériences, et de la création de systèmes de soutien lorsque la société officielle ne le fait pas.

Ce travail ne se reflète pas nécessairement dans les données brutes du PIB par habitant, mais s'il n'était pas là, l'Europe serait beaucoup plus pauvre, non seulement du point de vue économique mais aussi du point de vue social, politique et de la pensée.

L'idée d'une société civile dans le contexte du marché unique est attirante. Ainsi, une expérience ou un engagement local pourrait être transposé avec succès dans d'autres parties de l'Europe. J'espère que ce livre pourra être un des instruments, parmi de nombreux autres, qui permettra la réalisation de ce rêve.

## Un investissement de grande valeur

Les musiciens venus de quatre coins de l'Europe qui se retrouvent au Solstice Festival dans la ville irlandaise de Cork le doivent au travail de la société civile. D'autres cercles réunissent des athlètes qui défendent, face à des jeunes sportifs et des étudiants, un message contre le dopage. La société civile permet de fournir des chiens guides aux malvoyants et encourage les entreprises à recruter des personnes vulnérables exclues depuis longtemps du marché de l'emploi.

Lorsque je cherchais à repérer ces acteurs, j'ai souvent remarqué le petit symbole de l'Union européenne accompagné d'une note dans laquelle l'organisation remerciait l'Union européenne d'avoir aidé à la publication du document – et j'ai pensé que cet argent du contribuable était bien dépensé.

Toutefois, le financement de la société civile par l'État ou, au niveau européen, par les institutions, présente un inconvénient. Il se pourrait qu'il ne soit pas totalement innocent et, de fait, un soupçon demeure quant à l'indépendance de l'organisation et à sa capacité à garder un esprit ouvert et critique vis-à-vis des institutions qui les alimentent.

Une très grande transparence est donc requise. Les représentants de la société civile organisée qui fournissent des informations claires sur leurs parrains gagnent en confiance et en compréhension.

Les organisations de la société civile courent le risque de devenir, à leur tour, d'énormes bureaucraties miroirs des institutions. Elles peuvent renforcer leur présence à Bruxelles mais risquent d'affaiblir le lien qui les unit aux membres. Il faut négocier les avis, dégager des compromis et parfois, aboutir à un résultat éloigné de ce qu'avaient envisagé les personnes concernées, et le message essentiel se réduit comme une peau de chagrin.

Parfois, les institutions risquent de compliquer tellement les règles qu'elles découragent les sociétés civiles de participer à la prise de décisions dans l'Union européenne. Nous pensons à l'élaboration des règles relatives aux ICE. Les institutions européennes doivent comprendre que l'apport de la société civile à la prise de décision n'est pas un privilège octroyé aux citoyens, bien au contraire. La société civile

constitue le lien nécessaire entre les Européens et leurs dirigeants, un lien qui, à long terme, les rendra plus légitimes et plus intelligibles pour les citoyens.

Faire de nous des citoyens démocratiques est plein d'ambition, cela exige beaucoup d'efforts, mais ceux-ci sont nécessaires, surtout au cœur d'une société en mutation dans laquelle le sens de l'appartenance, l'identification au bien commun et la vision du projet se perdent parfois, en particulier au niveau européen.

Profitons au maximum de 2013, puisque cette année nous est consacrée, à vous et à moi. Allons même plus loin: que 2013, année du citoyen, devienne permanente.

Dans un monde idéal, bien entendu, chaque année devrait être l'année du citoyen.

## Informations complémentaires

### Guide de l'ICE

Un guide rapide pour la création d'une ICE

1. Formez un comité de citoyens de sept personnes dont une personne de contact et son suppléant. Toutes devront être citoyens de l'Union européenne et avoir le droit de voter aux élections européennes (cette règle de validité s'applique à tout signataire).
2. Faites enregistrer votre initiative auprès de la Commission européenne.
3. Attendez le feu vert, ou rouge, de la Commission; le délai est de deux mois.
4. Si vous recevez l'accord de la Commission, commencez à réunir des signatures. Ces dernières doivent provenir d'au moins sept États membres. Le seuil du nombre de signatures est fixé à 750 fois le nombre de sièges au Parlement européen. Pour l'Autriche, qui dispose de 19 sièges, le nombre des signatures doit être d'au moins 11 450.
5. Dans 18 pays, le numéro de la CI doit être joint à la signature. Les neuf pays restants ne demandent aucune vérification (pour les détails, voyez les textes juridiques relatifs aux ICE).
6. La collecte des signatures doit être effectuée au cours de l'année qui suit la date à laquelle vous avez reçu l'accord de la Commission.
7. La liste d'au moins un million de signatures est remise à la Commission qui analyse l'ICE et décide, dans un délai de trois mois, de poursuivre ou non le processus.
8. La Commission peut toujours rejeter une ICE, même si celle-ci est correcte et répond à tous les critères.
9. Les fausses signatures et le financement frauduleux sont passibles de peines (le financement doit être transparent).
10. Les listes ne peuvent être utilisées pour d'autres buts et doivent être détruites au terme de l'ICE.

## Liens utiles

Comité économique et social européen:

[www.eesc.europa.eu](http://www.eesc.europa.eu)

Parlement européen:

[www.europarl.europa.eu](http://www.europarl.europa.eu)

Commission européenne:

[www.ec.europa.eu](http://www.ec.europa.eu)

Conseil des ministres:

[www.consilium.europa.eu](http://www.consilium.europa.eu)

Comité des régions:

[www.cor.europa.eu](http://www.cor.europa.eu)

Initiative citoyenne européenne:

[www.ec.europa.eu/citizens-initiative/public/welcome?lg=en](http://www.ec.europa.eu/citizens-initiative/public/welcome?lg=en)

Guide de l'initiative citoyenne européenne du CESE:

[www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.publications.18963](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.publications.18963)

Questions et réponses de la Commission européenne sur l'ICE

[http://europa.eu/rapid/press-release\\_MEMO-12-235\\_en.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-12-235_en.htm)

Texte juridique complet relatif aux ICE:

<http://eur-lex.europa.eu/JOHtm.html.do?uri=OJ:L:2011:065:SO>

M:EN:HTML

ICE sur l'eau, un bien public:

[www.right2water.eu](http://www.right2water.eu)

ICE Fraternité:

[www.fraternite2020.eu](http://www.fraternite2020.eu)

Centre belge pour chiens guides:

[www.chienguide.be](http://www.chienguide.be)

Initiative antidopage

[www.anti-doping-initiative.eu](http://www.anti-doping-initiative.eu)

Bureau européen de liaison pour la construction de la paix:

[www.eplo.org](http://www.eplo.org)

Fédération européenne des chiens guides:

[www.guidedogsofeurope.org](http://www.guidedogsofeurope.org)

Forum européen des personnes handicapées:

[www.edf-feph.org](http://www.edf-feph.org)

Association des citoyens européens:

[www.ecas-citizens.eu](http://www.ecas-citizens.eu)

Maison européenne de la société civile à Bruxelles:

[www.citizenhouse.eu](http://www.citizenhouse.eu)

Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne:

<http://fra.europa.eu/en/about-fra/how-we-do-it>

Toute question relative à l'Union européenne:

[http://europa.eu/europedirect/meet\\_us/](http://europa.eu/europedirect/meet_us/)

Un exemple de financement de la société civile:

[www.communityfoundation.ie](http://www.communityfoundation.ie)

L'avis d'Anne-Marie Sigmund sur les ICE:

[www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.institutional-reform-resolutions-opinions.25649](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.institutional-reform-resolutions-opinions.25649)

L'avis de Jane Morrice sur le rôle de l'UE dans la

consolidation de la paix:

[www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.rex-opinions.18531](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.rex-opinions.18531)

L'avis de Luca Jahier sur les articles 11 et 12 du traité de

Lisbonne:

[www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.soc-opinions.19331](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.soc-opinions.19331)

L'avis de Yannis Vardakastanis sur la stratégie européenne

2010-2020 en faveur des personnes handicapées:

[www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.soc-opinions.14946](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.soc-opinions.14946)

L'avis d'Alfredo Correia sur la dimension européenne du

sport:

[www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.soc-opinions.15269](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.soc-opinions.15269)

L'avis de Leila Kurki sur la productivité durable:

[www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.soc-opinions.14133](http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.en.soc-opinions.14133)

Alliance pour l'Année européenne des citoyens 2013 (EYCA):

<http://ey2013-alliance.eu/>

Le CESE en ligne:

[www.eesc.europa.eu](http://www.eesc.europa.eu)



[www.eesc.europa.eu/facebook/](http://www.eesc.europa.eu/facebook/)



[www.eesc.europa.eu/twitter/](http://www.eesc.europa.eu/twitter/)



[www.eesc.europa.eu/youtube/](http://www.eesc.europa.eu/youtube/)

blogs

**Staffan Nilsson's Comment**

[www.eesc.europa.eu/staffan-nilssons-comment](http://www.eesc.europa.eu/staffan-nilssons-comment)

**Anna Maria Darmanin, vice-présidente du Comité**

[www.eesc.europa.eu/anna-maria-darmanin/](http://www.eesc.europa.eu/anna-maria-darmanin/)



**Comité économique et social européen**

Rue Belliard 99  
1040 Bruxelles  
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et publications"

EESC-2013-08-FR

© Union européenne, 2013

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.



QE-31-12-388-FR-C



doi:10.2864/30534